



Rapport d'orientations budgétaires 2025



Sommaire

- 1 – CONTEXTE GENERAL : APERCU DE L'ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE ET HYPOTHESES RETENUES POUR L'ELABORATION DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025
- 2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES
- 3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS
- 4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT
- 5 - LA FISCALITE DIRECTE
- 6 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
- 7 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT
- 8 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT
- 9 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT
- 10 - LES RATIOS
- 11 - LES BUDGETS ANNEXES
- 12 - LES RESSOURCES HUMAINES
- 13- L'ETAT DE LA DETTE



1 – CONTEXTE GENERAL POUR L'ÉLABORATION DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

Aperçu de l'environnement macroéconomique

L'élaboration du budget 2025 s'inscrit dans un contexte géopolitique et économique marqué par des incertitudes persistantes et des tensions structurelles à l'échelle internationale, européenne et nationale. Ces dynamiques ont des répercussions directes sur l'économie française et, par conséquent, sur les capacités financières des collectivités territoriales.

1. Contexte International

L'année 2025 est fortement influencée par des facteurs géopolitiques majeurs qui pèsent sur l'économie mondiale. Le conflit en Ukraine, toujours en cours, continue de perturber les chaînes d'approvisionnement globales, notamment dans les secteurs de l'énergie, des matières premières et de l'agriculture. Cette instabilité géopolitique, combinée aux tensions commerciales persistantes entre grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie), contribue à une incertitude économique mondiale, affectant la croissance et les échanges internationaux.

Par ailleurs, les conséquences du changement climatique deviennent de plus en plus visibles, entraînant des crises humanitaires et économiques dans plusieurs régions du monde. Les événements climatiques extrêmes engendrent des coûts économiques croissants perturbant les activités économiques et les flux commerciaux internationaux.

Sur le plan monétaire, les banques centrales des grandes économies, notamment la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne (BCE), maintiennent des politiques monétaires restrictives pour lutter contre une inflation encore élevée. Cette situation se traduit par des taux d'intérêt encore élevés même si une baisse a été constatée sur le second semestre 2024, rendant le coût de l'emprunt encore onéreux pour les États, les entreprises et les collectivités locales.

2. Contexte Européen

Au niveau européen, l'Union européenne continue de faire face à des défis économiques et structurels significatifs. La gestion des conséquences économiques de la guerre en Ukraine, la transition énergétique accélérée pour réduire la dépendance aux énergies fossiles, ainsi que la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, impactent fortement les budgets des États membres.

Le plan de relance européen NextGenerationEU poursuit son déploiement, soutenant des investissements dans la transition écologique, la transformation numérique et la résilience économique. Toutefois, les politiques budgétaires des États sont de plus en plus encadrées par la révision des règles de gouvernance économique de l'UE, visant à maîtriser les déficits publics et la dette, ce qui pourrait limiter les marges de manœuvre financières à moyen terme.

L'inflation, bien que légèrement en recul par rapport aux années précédentes, reste un défi majeur, notamment en raison des coûts énergétiques et des tensions sur les marchés du travail dans plusieurs pays européens. Cette situation conduit la BCE à maintenir des taux d'intérêt élevés, ce qui freine l'investissement public et privé.

3. Contexte National

En France, la prévision de la croissance économique modérée en 2025. L'inflation, bien que stabilisée par rapport aux pics de 2022-2023, continue d'impacter le pouvoir d'achat des ménages et les coûts de fonctionnement des collectivités territoriales.

Les finances publiques restent sous pression avec un déficit budgétaire important, une dette publique élevée et un déficit qui impose des ajustements dans la loi de finances. Le gouvernement poursuit des efforts de maîtrise des dépenses publiques, tout en devant répondre à des besoins croissants en matière de transition écologique, de sécurité et de cohésion sociale. La réforme des retraites et les ajustements fiscaux engagés visent à restaurer l'équilibre des comptes publics, mais leurs effets sur la croissance restent incertains.

En outre, la crise politique et sociale qui s'est manifestée ces derniers mois a également eu des répercussions sur les orientations budgétaires, rendant plus incertaines les trajectoires de financement des collectivités.

Pour les EPCI, ces contraintes se traduisent par :

- Une pression accrue sur les ressources fiscales, notamment en raison de la réforme de la fiscalité locale et de la réduction des dotations de l'Etat.
- Des conditions de financement plus strictes en raison de la remontée des taux d'intérêt, limitant la capacité d'investissement.
- Des attentes fortes en matières de transition écologiques et de résilience des territoires, nécessitant des investissements importants malgré des marges de manœuvre financières réduites.



Ce contexte complexe impose une gestion budgétaire prudente, combine à une stratégie d'investissement ciblée pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux du territoire.

Hypothèses retenues pour l'élaboration des orientations budgétaires 2025

Les résultats 2024 sont des données prévisionnelles. En effet, les éléments 2024 ont été calculés sur la base des données comptables arrêtées au 22/01/2025 alors que le travail de concordance des écritures n'a pas été réalisé avec le Service de Gestion Comptable de Dax.

La rétrospective s'étend de 2017 à 2023 et la prospective des orientations budgétaires cours de 2024 à 2027.

Les hypothèses retenues pour la prospective 2025 – 2027 tiennent compte du contexte économique national et de l'absence de loi de finances au moment des études financières et de la rédaction du présent rapport.

Par conséquent les recettes de fonctionnement ont été calculée en 2025 à l'identique voire une légère baisse pour les participations, des régularisations de 2023 ayant été perçues en 2024 puis à compter de 2026 des recettes avec une hausse de 1%. Le projet de loi de finances n'apportant pas de précision claire sur la trajectoire des recettes du bloc local à compter de 2026.

Il sera proposé une hausse des taux de la fiscalité locale. Des simulations ont été travaillées avec le service des Impôts des Landes sur les possibilités d'augmentation des taux des taxes foncières bâties, non bâties, taxes sur les résidences secondaires et contribution foncière des entreprises. Les orientations budgétaires 2025-2026 ont été calculées avec une augmentation des taux de taxes foncières et taxes sur les résidences secondaires en 2025 et taxes foncières en 2026. D'autres hypothèses pourront être retenues à l'issue des orientations budgétaires et/ou lors du vote du budget.

Aussi, les recettes d'investissement, le FCTVA a été comptabilité avec la baisse annoncée à 14.85% (au lieu des 16.404%) et un retrait de l'application du FCTVA sur certaines dépenses de fonctionnement en voirie.

Le recours à l'emprunt en 2025 est important estimé à 1 000 000 € pour pouvoir financer le projet majeur de cette fin de mandat la rénovation et agrandissement de l'école maternelle de Tilh ainsi que le programme voirie. La prospective diminue l'emprunt à 700 000€ à compter de 2026 afin de limiter l'impact sur les épargnes. En effet, les taux d'intérêts étant encore haut et les épargnes de la CCPOA se dégradant (incertitudes des recettes), un recours à l'emprunt plus élevé affecterait la santé financière de l'EPCI déjà fragilisée par les hausses des coûts de fonctionnement de ces dernières années.

De plus, compte tenu des hypothèses de recettes retenues, le défi majeur de la CCPOA sur l'année 2025 sera de contenir et maîtriser ses dépenses de fonctionnement. En effet, l'étiollement des épargnes est la conséquence d'une évolution plus rapide des dépenses au regard des recettes.

Les charges de fonctionnement (011) sont prévues en diminution par rapport à 2024 des régularisations ayant été mandatées en 2024. Aussi un travail conséquent en collaboration avec l'ensemble des services et le service finances pour rattacher les dépenses engagées en 2024 sur l'exercice 2024 (environ 180 000€). Lorsque les factures ou titres seront reçus pour mandatement en 2025, ces dépenses ne pèseront donc pas sur le budget 2025.

En outre, les charges de personnel (012) sont estimées à une hausse de 3.5%, il s'agit de l'évolution la plus faible depuis 2018.

Pour finir, l'augmentation du chapitre 65 est principalement due aux contributions des syndicats des ordures ménagères, à la subvention d'équilibre du CIAS et l'évolution des appels des organismes auxquels la CCPOA participe financièrement.

Population : 24 770 habitants



2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

2.1 - Les masses budgétaires

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Recettes fonctionnement	12 013 167	12 803 619	13 352 477	13 975 233	14 195 183	15 303 217	16 849 818	17 910 881	17 991 261	18 550 066	19 008 383
Dépenses fonctionnement	11 018 146	11 581 073	12 060 212	12 337 901	12 845 760	13 480 440	15 849 264	16 838 472	17 092 048	17 601 435	18 187 043
dont intérêts de la dette	193 350	178 156	166 902	142 438	121 690	103 714	104 248	113 553	123 299	141 543	148 503
Recettes d'investissement	2 543 440	2 086 244	1 996 961	950 635	1 026 209	737 110	1 601 692	2 109 457	2 175 361	1 239 132	3 690 124
Dont emprunts souscrits	562 101	744 526	804 163	762 784	710 000	427 550	730 000	900 000	1 000 000	700 000	700 000
Dépenses d'investissement	4 729 655	3 350 774	2 374 387	2 318 386	2 451 509	1 959 163	2 640 513	2 981 074	2 944 574	2 110 834	4 489 417
dont capital de la dette	708 175	771 448	857 007	910 287	787 311	768 050	738 952	756 220	735 816	632 945	631 032
dont P.P.I	4 021 480	2 579 026	1 517 080	1 408 099	1 663 748	1 191 113	1 898 561	2 178 782	2 339 612	2 030 828	5 238 600

2.2 - Soldes financiers

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Epargne de gestion	1 188 372	1 400 703	1 458 736	1 778 771	1 471 113	1 926 491	1 104 802	1 185 961	1 022 512	1 090 174	969 843
Epargne brute	995 022	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 423	1 822 777	1 000 554	1 072 409	899 213	948 631	821 340
Epargne nette	286 846	451 098	434 827	726 045	562 112	1 054 726	261 602	316 189	163 397	315 685	190 308

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Fonds de roulement en début d'exercice	1 196 934	5 741	-36 242	878 597	1 148 177	1 081 513	1 682 236	1 643 969	1 844 760	1 974 760	2 051 691
Résultat de l'exercice	-1 191 193	-41 983	914 839	269 581	-75 878	600 723	-38 267	200 791	130 000	76 930	22 046
Fonds de roulement en fin d'exercice	5 741	-36 242	878 597	1 148 178	1 072 299	1 682 236	1 643 969	1 844 760	1 974 760	2 051 691	2 073 736

2.4 - Endettement

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Encours au 31 décembre	6 485 746	6 277 843	6 384 374	6 293 965	5 953 036	5 623 251	5 624 991	5 768 771	6 032 956	6 100 010	6 168 979
Ratio de désendettement	6,5 ans	5,1 ans	4,9 ans	3,8 ans	4,4 ans	3,1 ans	5,6 ans	5,4 ans	6,7 ans	6,4 ans	7,5 ans
Emprunt	562 101	744 526	804 163	762 784	710 000	427 550	730 000	900 000	1 000 000	700 000	700 000



3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

3.1 - Soldes intermédiaires de gestion

Soldes intermédiaires de gestion :

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

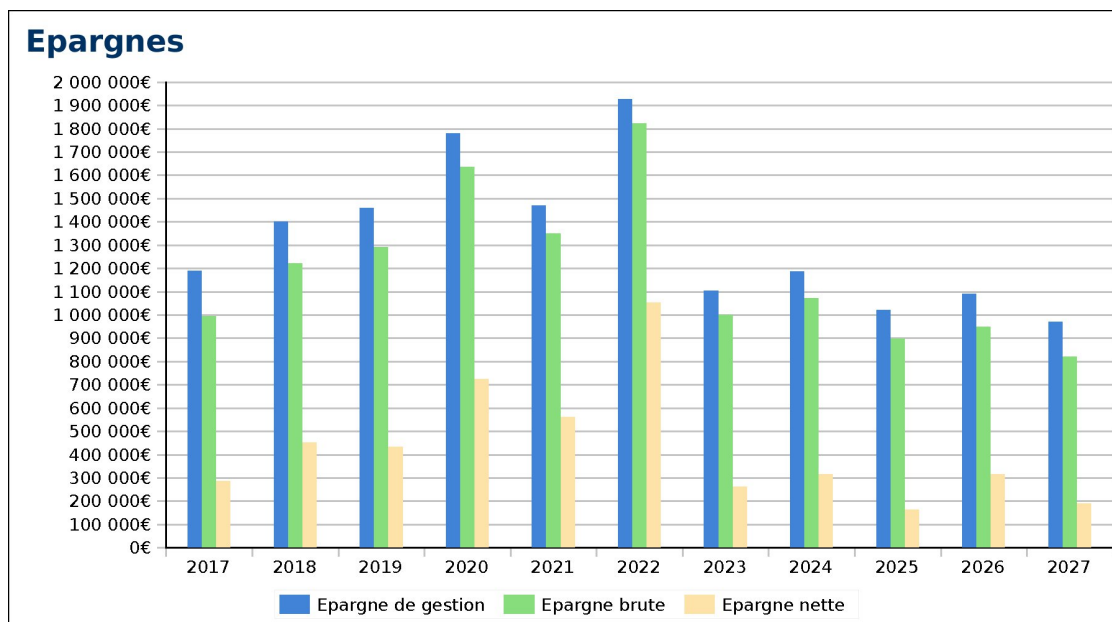
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Montants	1 188 372	1 400 703	1 458 736	1 778 771	1 471 113	1 926 491	1 104 802	1 185 961	1 022 512	1 090 174	969 843

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Montants	995 022	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 423	1 822 777	1 000 554	1 072 409	899 213	948 631	821 340

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Recettes de fonctionnement	12 013 167	12 803 619	13 352 477	13 975 233	14 195 183	15 303 217	16 849 818	17 910 881	17 991 261	18 550 066	19 008 383
Epargne de gestion	1 188 372	1 400 703	1 458 736	1 778 771	1 471 113	1 926 491	1 104 802	1 185 961	1 022 512	1 090 174	969 843
Epargne brute	995 022	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 423	1 822 777	1 000 554	1 072 409	899 213	948 631	821 340
Taux d'épargne brute (en %)	8,28 %	9,55 %	9,68 %	11,71 %	9,51 %	11,91 %	5,94 %	5,99 %	5 %	5,11 %	4,32 %
Epargne nette	286 846	451 098	434 827	726 045	562 112	1 054 726	261 602	316 189	163 397	315 685	190 308



3.2 - Epargne brute

Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement.

L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

L'épargne brute permet de rembourser le capital de l'emprunt et si elle est supérieure au capital de la dette à financer l'investissement.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

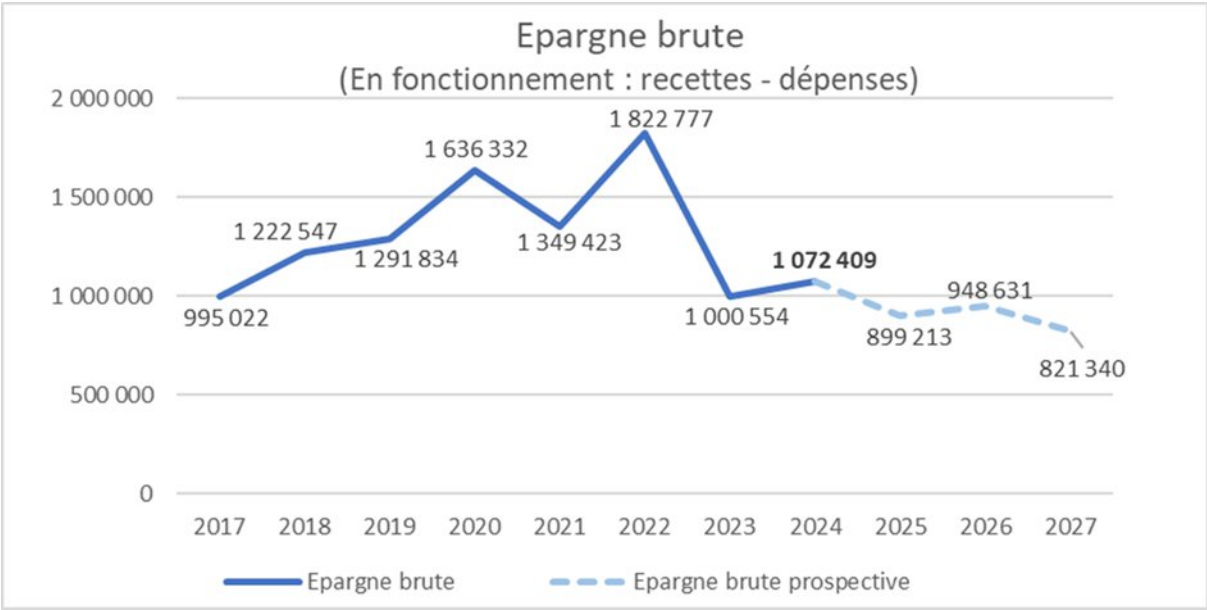
Explications sur les « pics » d'épargne :

2020 : COVID fermeture de certains services mais participations partenaires maintenues en partie.

2022: recettes exceptionnelles liées à des régularisations d'écritures comptables, dotation CAF exceptionnelle (covid) et fraction de TVA élevée (forte inflation)

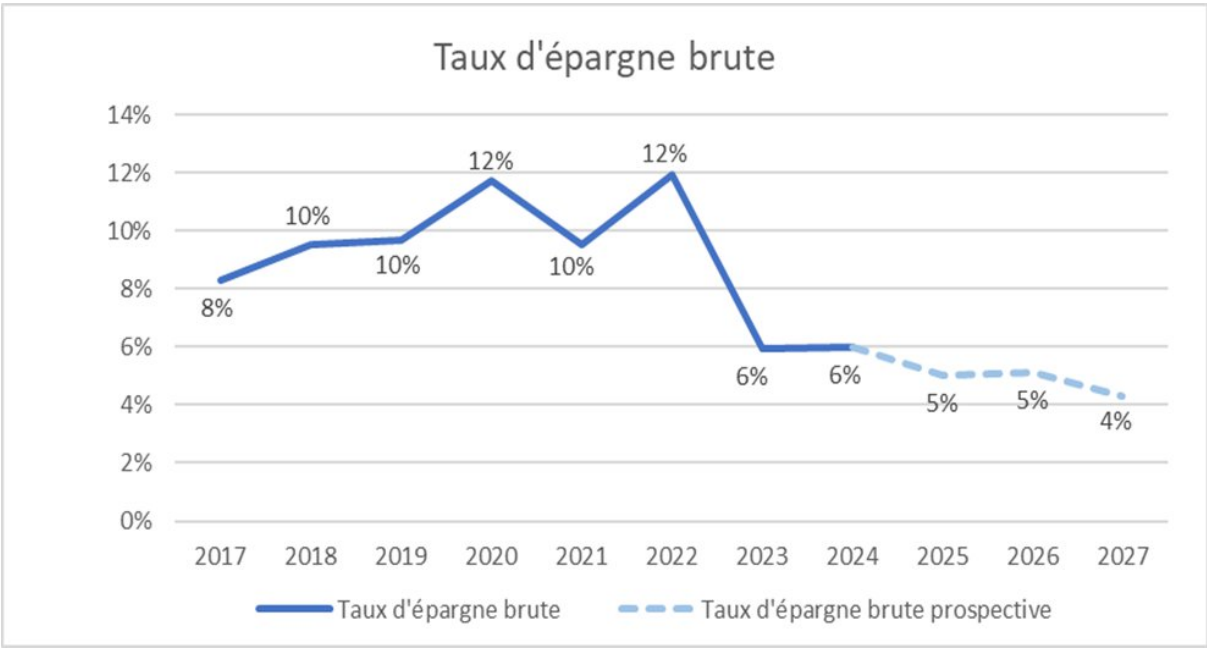
L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Epargne brute	995 022	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 423	1 822 777	1 000 554	1 072 409	899 213	948 631	821 340
Taux d'épargne brute (en %)	8,28 %	9,55 %	9,68 %	11,71 %	9,51 %	11,91 %	5,94 %	5,99 %	5 %	5,11 %	4,32 %



Entre 12% et 8% la situation est correcte, en deçà de 10% la capacité à investir se réduit. Un taux inférieur à 8% est un seuil d'alerte, un taux inférieur à 5 % est un seuil critique.

De 2017 à 2022, le taux se maintient dans une situation correcte, notamment grâce aux recettes exceptionnelles. A partir de 2023, le taux atteint le seuil d'alerte et se stabilise dans cette « phase ». Dans la prospective en l'absence PLF et de visibilité, les recettes ayant été valorisées avec une très grande prudence, le taux se dégrade pour atteindre le seuil critique.



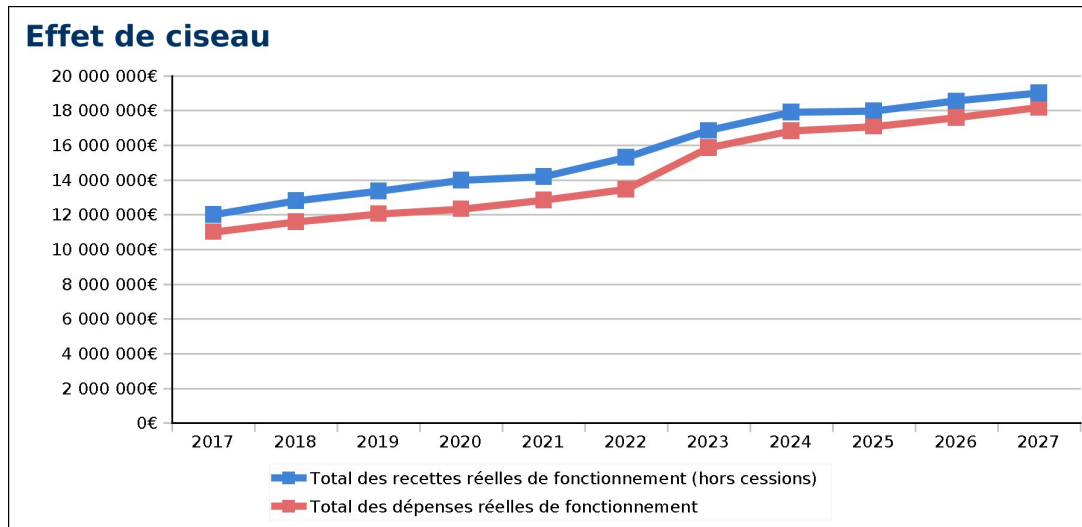
3.3 - Effet de ciseau

Effet de ciseau : Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.



	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	12 013 167	12 803 619	13 352 046	13 974 233	14 195 183	15 303 217	16 849 818	17 910 881	17 991 261	18 550 066	19 008 383
Evolution n-1	1 101,32 %	6,58 %	4,28 %	4,66 %	1,58 %	7,81 %	10,11 %	6,3 %	0,45 %	3,11 %	2,47 %
Dépenses de fonctionnement	11 018 146	11 581 073	12 060 212	12 337 901	12 845 760	13 480 440	15 849 264	16 838 472	17 092 048	17 601 435	18 187 043
Evolution n-1	175,45 %	5,11 %	4,14 %	2,3 %	4,12 %	4,94 %	17,57 %	6,24 %	1,51 %	2,98 %	3,33 %

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.

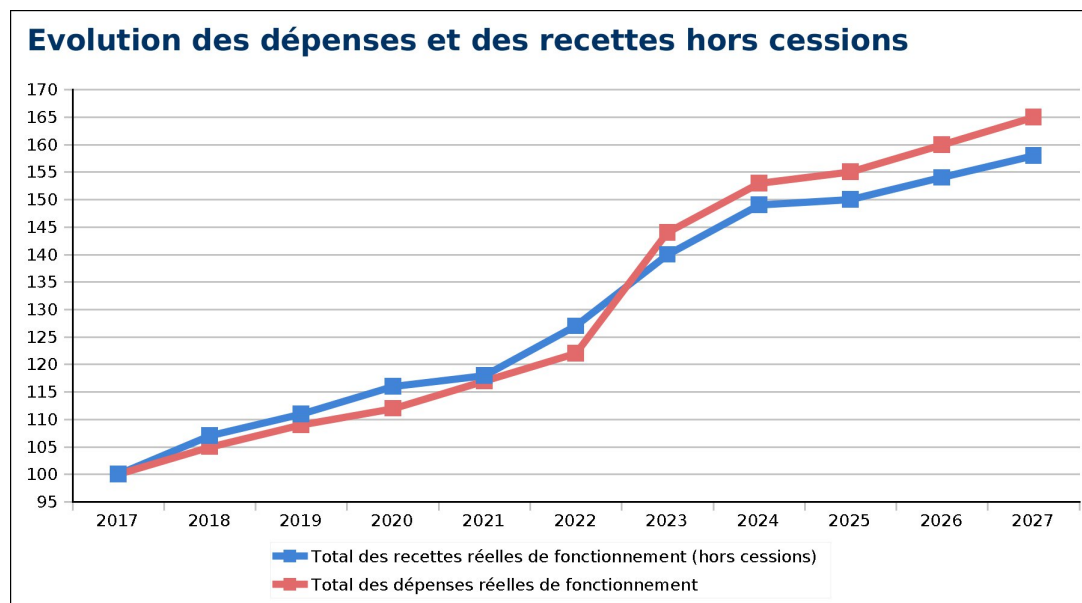


Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles ne sont pas comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement.

Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes (hors cessions) en base 100. Si l'évolution des dépenses est supérieure à l'évolution des recettes, alors un effet de ciseau peut se matérialiser.

On constate clairement que l'évolution des dépenses est plus importante que l'évolution des recettes à partir de 2023 expliquant la dégradation des soldes liés aux épargnes.





4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

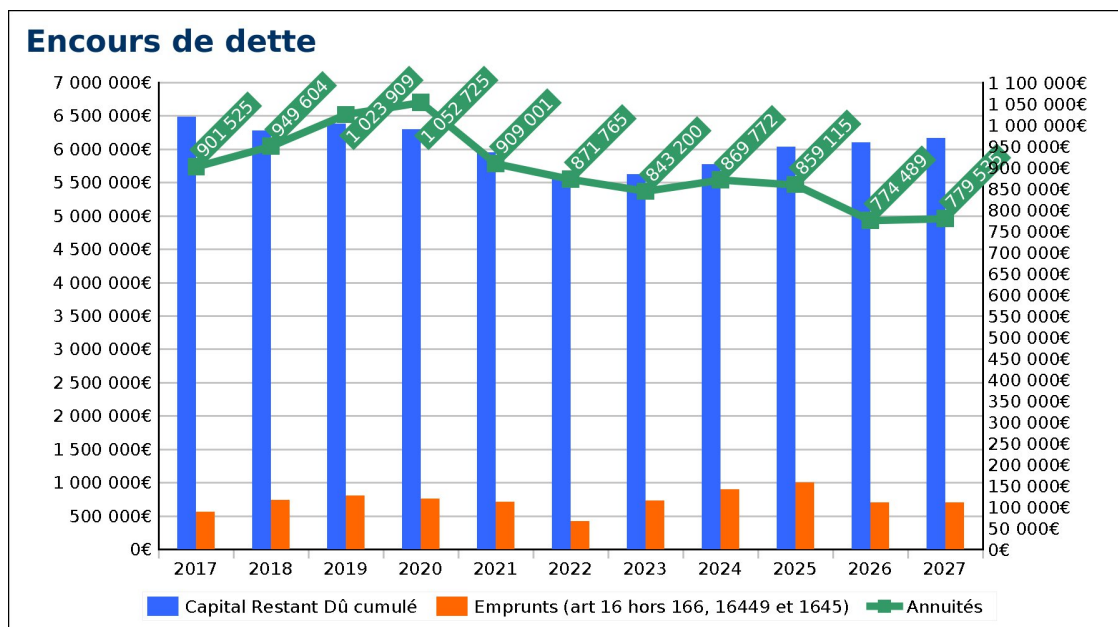
Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de **6 485 746 € en 2017 à 6 168 979 € en 2027** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **901 525 € en 2017 à 779 535 € en 2027** (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2017	6 485 746	-4,41 %	562 101
2018	6 277 843	-3,21 %	744 526
2019	6 384 374	1,7 %	804 163
2020	6 293 965	-1,42 %	762 784
2021	5 953 036	-5,42 %	710 000
2022	5 623 251	-5,54 %	427 550
2023	5 624 991	0,03 %	730 000
2024	5 768 771	2,56 %	900 000
2025	6 032 956	4,58 %	1 000 000
2026	6 100 010	1,11 %	700 000
2027	6 168 979	1,13 %	700 000

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette au 31/12	-0,5 %	-4,88 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.





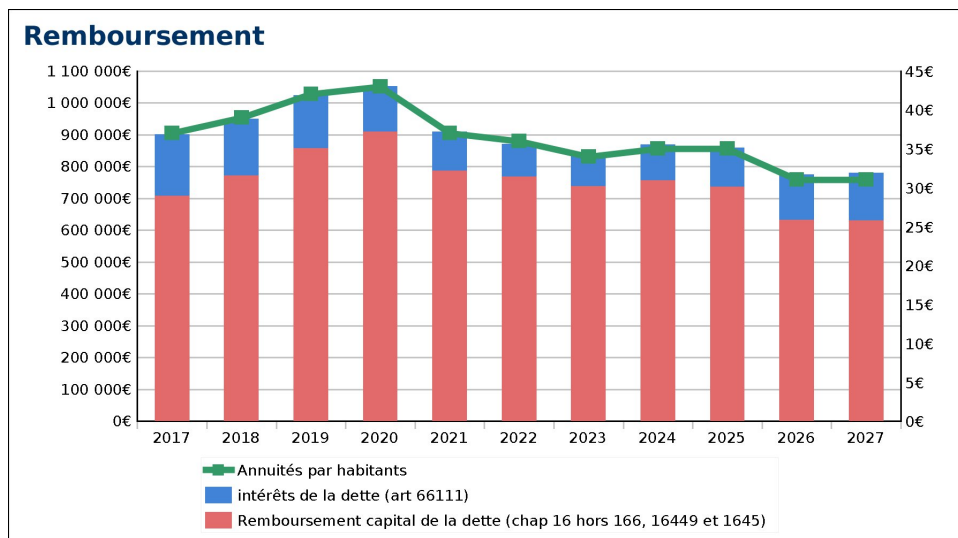
4.2 - Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Annuités	901 525	949 604	1 023 909	1 052 725	909 001	871 765	843 200	869 772	859 115	774 489	779 535
Evolution n-1 (en %)	0	5,33 %	7,82 %	2,81 %	-13,65 %	-4,1 %	-3,28 %	3,15 %	-1,23 %	-9,85 %	0,65 %
Capital en euro	708 175	771 448	857 007	910 287	787 311	768 050	738 952	756 220	735 816	632 945	631 032
Intérêts en euro	193 350	178 156	166 902	142 438	121 690	103 714	104 248	113 553	123 299	141 543	148 503

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Annuités	37	39	42	43	37	36	34	35	35	31	31
Capital	29	32	35	37	32	31	30	31	30	25	25
Intérêts	8	7	7	6	5	4	4	5	5	6	6

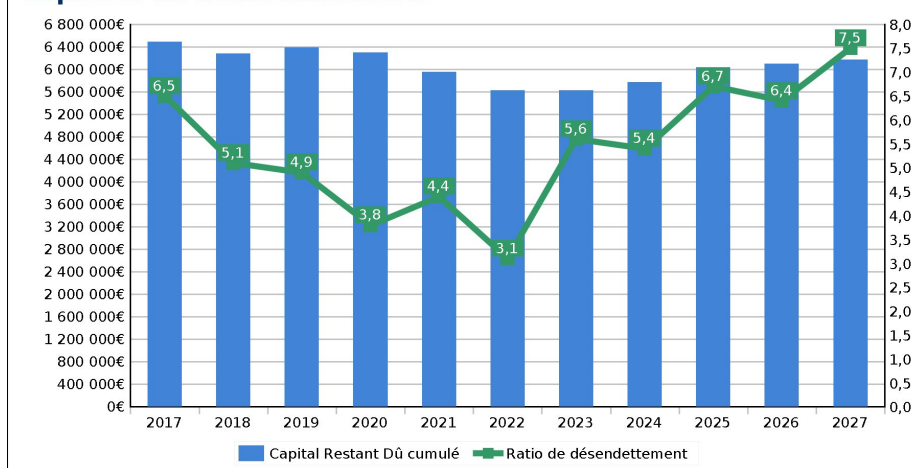
4.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Ratio	6,5 ans	5,1 ans	4,9 ans	3,8 ans	4,4 ans	3,1 ans	5,6 ans	5,4 ans	6,7 ans	6,4 ans	7,5 ans

Capacité de désendettement





L'équilibre pluriannuel

Afin de déterminer l'échelle de risque, il faudra comparer le ratio de désendettement avec la durée de vie moyenne de la dette.

Pour rappel, la durée de vie moyenne représente la vitesse moyenne de remboursement du prêt (exprimée en année). Elle exprime aussi la durée nécessaire pour rembourser environ la moitié du capital restant dû d'un emprunt amortissable.

Calcul du ratio : **Ratio de désendettement (CDD)/durée de vie moyenne (DVM)**

Si la capacité de désendettement est inférieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette ($CDD/DVM < 1$), cela signifie que si la collectivité consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération ira plus vite que de laisser le capital se rembourser selon son propre profil.

Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette ($CDD/DVM > 1$), cela signifie que même si elle consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération sera plus lente que de laisser le capital se rembourser naturellement. Il y a donc un risque que la collectivité ne puisse pas faire face à ses engagements contractuels.



5 - LA FISCALITE DIRECTE

5.1 - L'évolution des bases

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

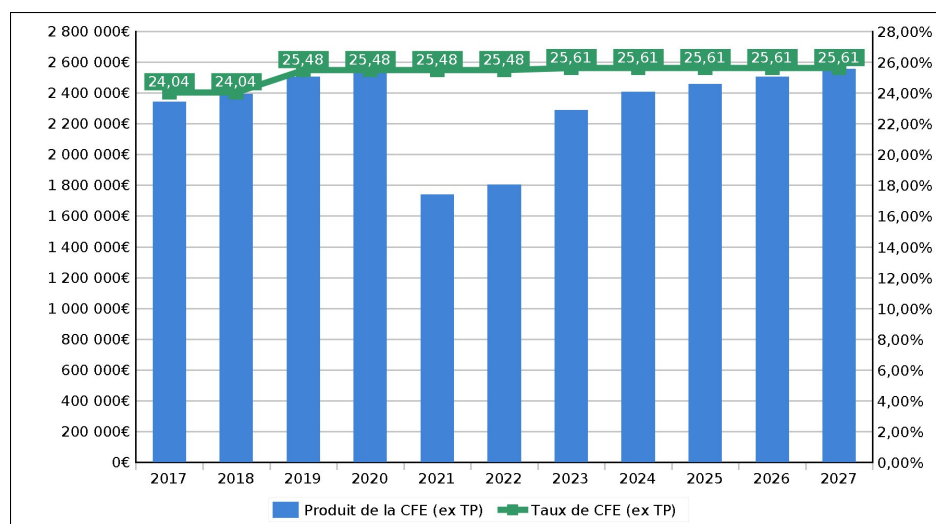
Années	Base cotisation foncière	Base taxe d'habitation puis THRS	Base taxe foncière (bâtie)	Base taxe foncière (non bâtie)
2017	9 750 064	22 760 709	21 817 112	1 289 570
2018	9 958 893	23 714 124	22 280 464	1 307 907
2019	9 832 241	24 682 481	23 085 288	1 339 729
2020	10 306 979	25 421 950	23 671 382	1 356 454
2021	6 833 391	2 405 628	21 366 821	1 354 358
2022	7 085 943	2 328 074	22 382 755	1 403 675
2023	8 934 448	2 703 452	24 134 544	1 510 719
2024	9 403 989	2 781 330	25 638 027	1 568 000
2025	9 592 069	2 828 613	26 278 978	1 583 680
2026	9 783 910	2 871 042	26 804 557	1 599 517
2027	9 979 588	2 914 107	27 340 648	1 615 512

5.2 - Evolution des taux et des produits

COTISATION FONCIERE :

Années	Base cotisation foncière	Evol base CFE	Produit CFE	Evol produit CFE	Taux CFE	Evol taux CFE
2017	9 750 064	0	2 343 915	0	24,04 %	0
2018	9 958 893	2,14 %	2 394 118	2,14 %	24,04 %	0 %
2019	9 832 241	-1,27 %	2 505 255	4,64 %	25,48 %	5,99 %
2020	10 306 979	4,83 %	2 626 218	4,83 %	25,48 %	0 %
2021	6 833 391	-33,7 %	1 741 148	-33,7 %	25,48 %	0 %
2022	7 085 943	3,7 %	1 805 498	3,7 %	25,48 %	0 %
2023	8 934 448	26,09 %	2 288 112	26,73 %	25,61 %	0,51 %
2024	9 403 989	5,26 %	2 408 362	5,26 %	25,61 %	0 %
2025	9 592 069	2 %	2 456 529	2 %	25,61 %	0 %
2026	9 783 910	2 %	2 505 659	2 %	25,61 %	0 %
2027	9 979 588	2 %	2 555 773	2 %	25,61 %	0 %

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de cotisation foncière



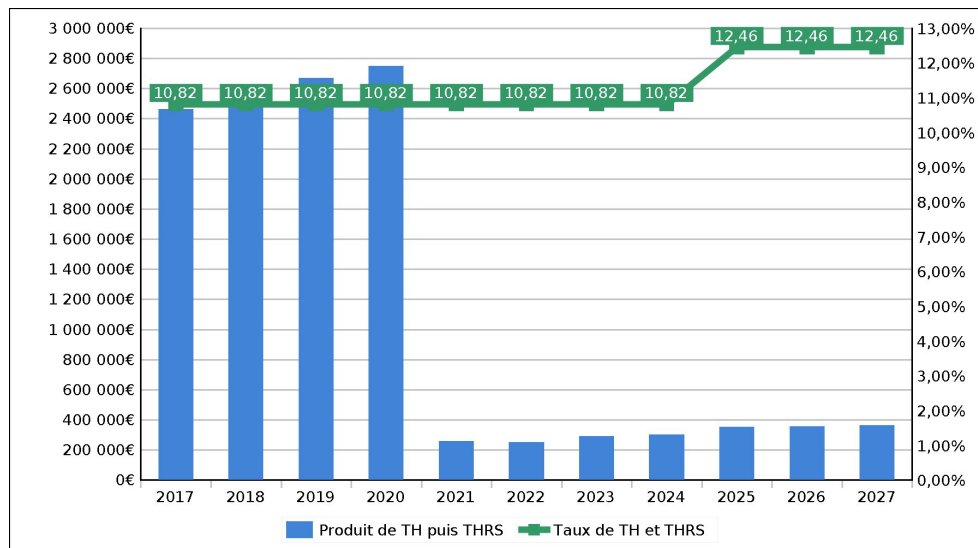


TAXE D'HABITATION ET TAXE D'HABITATION SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES

ID : 040-200069417-20250218-2025_13-DE

Années	Base nette TH et THRS	Evol base nette TH et THRS	Produit TH et THRS	Evol produit et THRS	Taux TH et THRS	THRS
2017	22 760 709	0	2 462 709	0	10,82 %	0
2018	23 714 124	4,19 %	2 565 868	4,19 %	10,82 %	0 %
2019	24 682 481	4,08 %	2 670 644	4,08 %	10,82 %	0 %
2020	25 421 950	3 %	2 750 655	3 %	10,82 %	0 %
2021	2 405 628	0	260 289	0	10,82 %	0
2022	2 328 074	-3,22 %	251 898	-3,22 %	10,82 %	0 %
2023	2 703 452	16,12 %	292 514	16,12 %	10,82 %	0 %
2024	2 781 330	2,88 %	300 940	2,88 %	10,82 %	0 %
2025	2 828 613	1,7 %	352 445	17,11 %	12,46 %	15,16 %
2026	2 871 042	1,5 %	357 732	1,5 %	12,46 %	0 %
2027	2 914 107	1,5 %	363 098	1,5 %	12,46 %	0 %

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de l'évolution du taux de taxe d'habitation jusqu'en 2021 et de taxe d'habitation sur les résidences secondaires à partir de 2021

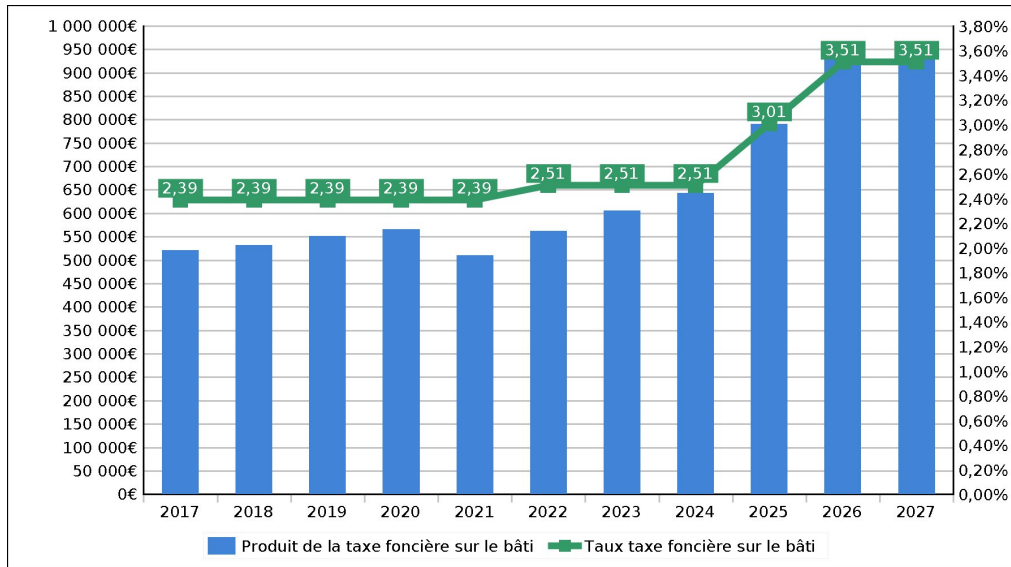


TAXE FONCIERE PROPRIETE BATIEE :

Années	Base nette TB	Evol base TFB	Produit TFB	Evol produit TFB	Taux TB	Evol taux TB
2017	21 817 112	0	521 429	0	2,39 %	0
2018	22 280 464	2,12 %	532 503	2,12 %	2,39 %	0 %
2019	23 085 288	3,61 %	551 738	3,61 %	2,39 %	0 %
2020	23 671 382	2,54 %	565 746	2,54 %	2,39 %	0 %
2021	21 366 821	-9,74 %	510 667	-9,74 %	2,39 %	0 %
2022	22 382 755	4,75 %	561 807	10,01 %	2,51 %	5,02 %
2023	24 134 544	7,83 %	605 777	7,83 %	2,51 %	0 %
2024	25 638 027	6,23 %	643 514	6,23 %	2,51 %	0 %
2025	26 278 978	2,5 %	790 997	22,92 %	3,01 %	19,92 %
2026	26 804 557	2 %	940 840	18,94 %	3,51 %	16,61 %
2027	27 340 648	2 %	959 657	2 %	3,51 %	0 %



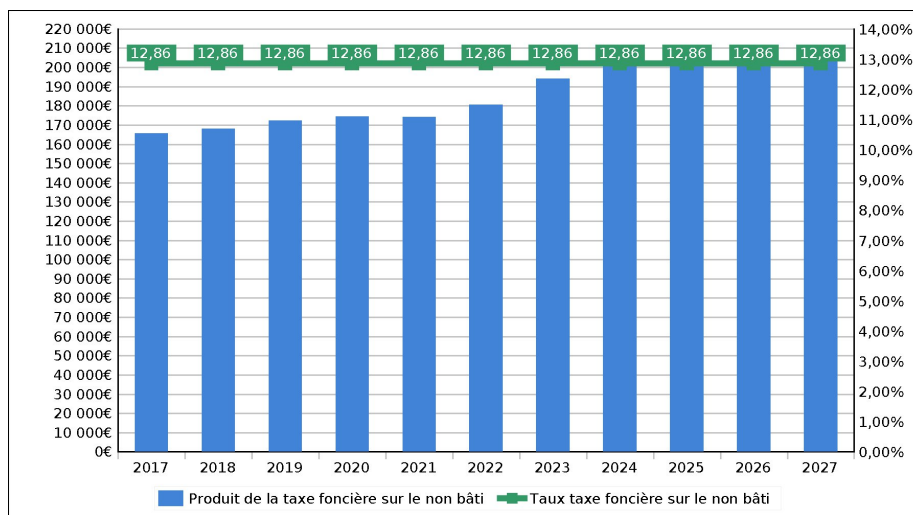
Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties



TAXE FONCIERE PROPRIETE NON BATIE :

Années	Base nette TFNB	Evol base TFNB	Produit TFNB	Evol produit TFNB	Taux TFNB	Evol taux TNB
2017	1 289 570	0	165 839	0	12,86 %	0
2018	1 307 907	1,42 %	168 197	1,42 %	12,86 %	0 %
2019	1 339 729	2,43 %	172 289	2,43 %	12,86 %	0 %
2020	1 356 454	1,25 %	174 440	1,25 %	12,86 %	0 %
2021	1 354 358	-0,15 %	174 170	-0,15 %	12,86 %	0 %
2022	1 403 675	3,64 %	180 513	3,64 %	12,86 %	0 %
2023	1 510 719	7,63 %	194 278	7,63 %	12,86 %	0 %
2024	1 568 000	3,79 %	201 645	3,79 %	12,86 %	0 %
2025	1 583 680	1 %	203 661	1 %	12,86 %	0 %
2026	1 599 517	1 %	205 698	1 %	12,86 %	0 %
2027	1 615 512	1 %	207 755	1 %	12,86 %	0 %

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties.





6 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

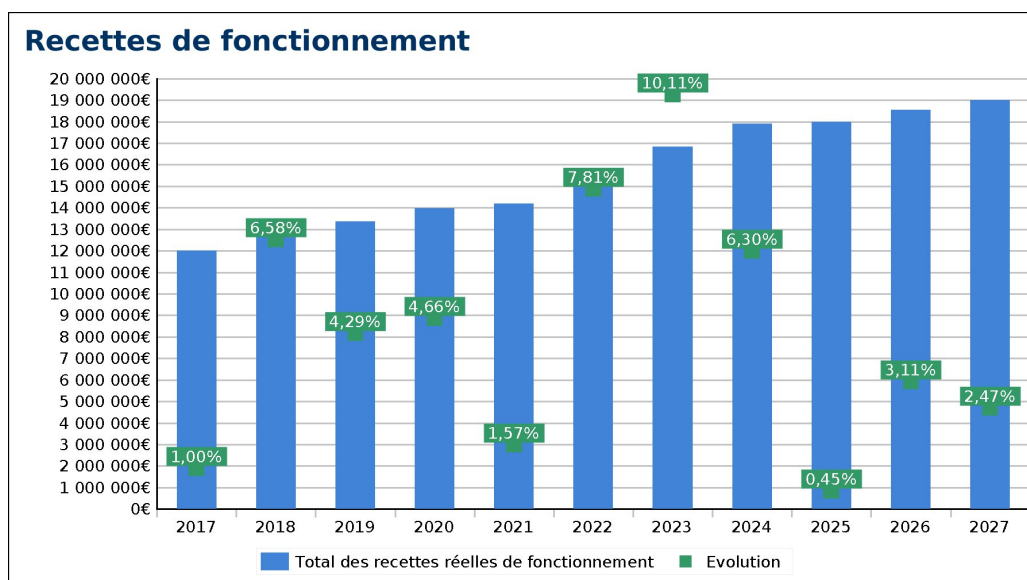
6.1 - Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2017	12 013 167	1 101,32 %	498
2018	12 803 619	6,58 %	530
2019	13 352 477	4,29 %	549
2020	13 975 233	4,66 %	573
2021	14 195 183	1,57 %	581
2022	15 303 217	7,81 %	624
2023	16 849 818	10,11 %	683
2024	17 910 881	6,3 %	723
2025	17 991 261	0,45 %	723
2026	18 550 066	3,11 %	742
2027	19 008 383	2,47 %	757

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	4,7 %	58,23 %



Les principales recettes de fonctionnement

Produits de la fiscalité directe : La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation des entreprises CFE, - si la collectivité la perçoit, hors rôles supplémentaires).

Les bases sont valorisées en 2025 à +1.7%.

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
5 493 892	5 660 686	5 899 927	6 117 059	2 686 274	2 799 716	3 380 681	3 554 461	3 803 632	4 009 929	4 086 282

Rappel des précédentes hausses :

2019 : CFE : 24,04 % à 25,48 %

2022 : TFPB : 2,39 % à 2,51 %

2023 : CFE : 25,48 % à 25,61 %



Les possibilités d'augmentation des taux sont indiquées dans le tableau ci-dessus.

Les orientations budgétaires présentées dans ce rapport ont été élaborées avec une augmentation en 2025 du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties de 2.51% à 3.01%, un taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires de 10.82% à 12.46%, puis d'une augmentation en 2026 de la taxe foncière sur les propriétés bâties de 3.01% à 3.51%.

Le taux pivot est la taxe foncière sur les propriétés bâties. Si la taxe foncière sur les propriétés non bâtie n'est pas augmentée, le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires ne peut pas être augmenté de plus de 12.46%, même si le taux de la TFPB est augmenté à 3.51% dès 2025.

	Taux en vigueur 2024	Possibilité d'augmentation maximale	variation	Produit supplémentaire possible
Contribution Foncière des Entreprises (CFE)	25,61%	25,94%	1,3%	31 000
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)	2,51%	3,01%	19,9%	128 000
Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS)	10,82%	12,46%	15,2%	45 600
Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFPNB)	12,86%	14,78%	14,9%	30 000
total				234 600
Taxe sur les Surfaces COMmerciales (TASCOM)	1,20	1,20		
	Taux en vigueur 2024	Possibilité d'augmentation maximale	variation	Produit supplémentaire possible
Contribution Foncière des Entreprises (CFE)	25,61%	25,94%	1,3%	31 000
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)	2,51%	3,51%	39,8%	256 000
Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS)	10,82%	12,46%	15,2%	45 600
Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFPNB)	12,86%	14,78%	14,9%	30 000
total				362 600
Taxe sur les Surfaces COMmerciales (TASCOM)	1,20	1,20		

Produits de la fiscalité reversée : la fiscalité reversée comprend la part de la CVAE, l'attribution du FNGIR, le produit de la TASCOM et le produit de l'IFER.

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
1 013 005	1 035 028	994 210	1 111 181	1 174 088	1 170 269	1 280 893	393 430	400 795	408 345	416 197

Produits de la fiscalité indirecte : La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (Fraction de TVA l'attribution de compensation, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères...).

La Fraction TVA prévue à l'identique en 2025, une faible augmentation est prévue à compter de 2026 (1%)

La TEOM augmente dans les mêmes proportions que la contribution des syndicats OM : +9%

SIETOM 1 382 252 € SITCOM : 2 656 770 €

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
2 724 890	2 776 905	2 947 446	3 106 466	5 892 273	6 548 263	7 037 027	7 359 181	7 604 992	7 947 743	8 315 030

Dotations : Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DC RTP, DGF, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

Sur les OB 2025, dotations interco. et compensation : montant minoré de 15 000€ (sur 648 000€)

Participations en baisse : en 2024 régularisations de 2023 pour la Région (accompagnement bus + 25 000€) et de l'Etat pour le conseiller numérique (+20 000€). En cours d'année 2024, versements du fonds départemental de péréquation +100 000€ au lieu de 20 000€,

Orientations à compter de 2026 : variation des recettes à +1%.

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
1 971 359	2 565 382	2 446 306	2 688 837	3 297 194	3 774 556	3 804 084	5 135 442	4 813 319	4 819 049	4 825 874

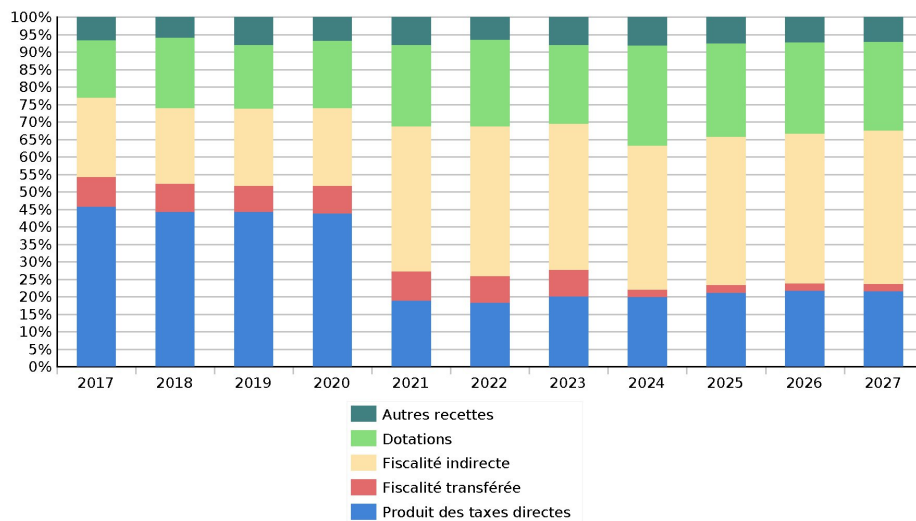
Autres recettes : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

Les produits des services estimés sur la même tendance que 2024, aucune augmentation, suppression ou de création de service n'ayant été prévue.

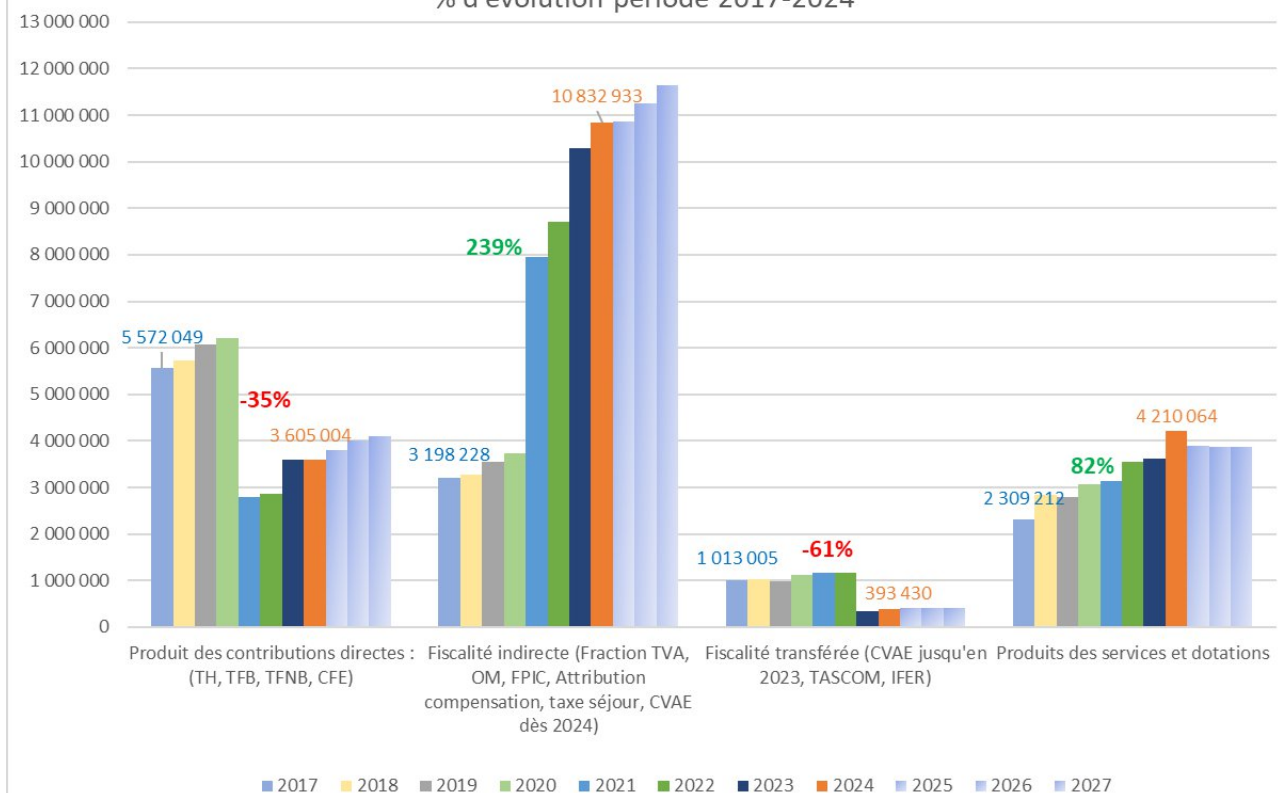


2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
810 021	765 618	1 064 588	951 689	1 145 354	1 010 414	1 347 133	1 468 567	1 368 522	1 365 000	1 365 000

Répartition des recettes de fonctionnement



évolution des recettes % d'évolution période 2017-2024



6.2 - Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

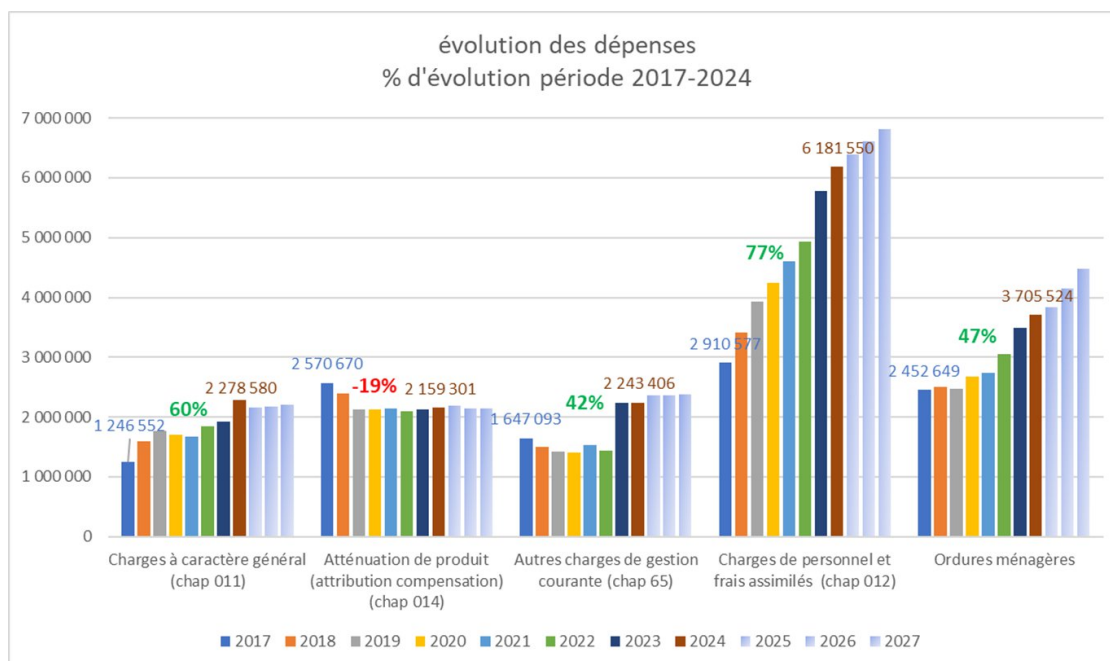
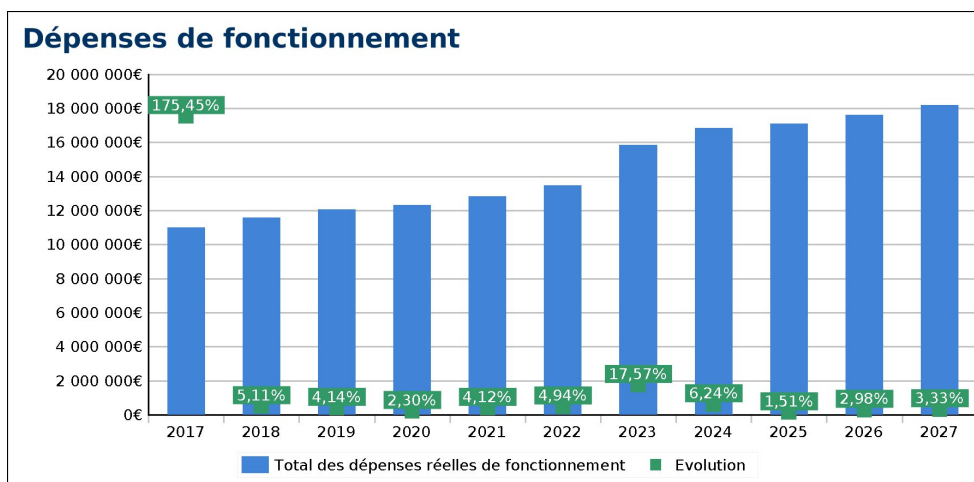
Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2017	11 018 146	175,45 %	457
2018	11 581 073	5,11 %	479
2019	12 060 212	4,14 %	496
2020	12 337 901	2,3 %	506
2021	12 845 760	4,12 %	526



Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2022	13 480 440	4,94 %	550
2023	15 849 264	17,57 %	642
2024	16 838 472	6,24 %	680
2025	17 092 048	1,51 %	686
2026	17 601 435	2,98 %	704
2027	18 187 043	3,33 %	725

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	5,14 %	65,06 %



Les principales dépenses de fonctionnement

Charges de personnel : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
2 910 577	3 408 232	3 930 657	4 243 962	4 603 512	4 927 730	5 778 033	6 181 550	6 397 904	6 605 836	6 820 526

2025 est la 1ère année depuis 2018 que la hausse est aussi limitée à +3,50% soit + 215 000 €

Sont prises en compte les créations de poste de la directrice des services techniques et de la responsable de la jeunesse.

L'augmentation de la cotisation CNRACL de +3% : 70 000€

Le glissement vieillesse et technicité (GVT) : 40 000 €



Charges à caractère général : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
3 699 201	4 093 611	4 230 006	1 709 202	1 674 035	1 843 724	2 086 426	2 278 580	2 162 160	2 181 782	2 201 599

En diminution de 4% soit -115 000€

Diminution des fluides -8% les tarifs du marché d'électricité et de gaz diminuant

Les autres charges à caractère général diminuent également au regard de régularisation d'exercice précédent ayant été réalisées sur le budget 2024 (85 000€) et dépenses exceptionnelles en voirie 50 000€

Atténuation de produits : Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
2 570 670	2 399 802	2 129 085	2 132 598	2 136 272	2 103 142	2 126 274	2 159 301	2 193 177	2 148 177	2 148 177

Contingents et participations obligatoires : Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
47 054	122 419	215 451	2 879 551	2 878 429	3 196 299	3 719 810	3 943 685	4 234 631	4 547 942	4 885 510

Syndicats des ordures ménagères +9% : SIETOM: 1 382 252 € et SITCOM : 2 656 770 €

- Contributions aux autres syndicats (Chenil, Transp'Orthe, EPFL...) : +3,5%

Subventions : Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
1 161 019	845 498	929 186	712 651	782 205	937 219	1 191 924	1 310 499	1 300 000	1 306 500	1 313 033

Augmentation de la subvention d'équilibre du CIAS de 46 000€ (1 146 000 e)

Subventions d'équilibre sur les budgets annexes peu d'évolution,

Action économique 320 000 € (2024 : 310 000 €)

Multiple rural 7 000 € (2024 : 26 500€)

Office de tourisme : 225 000€ (2024 : 201 000€)

Gémapi 59 525 €

Subventions aux associations montant identique : 159 000€

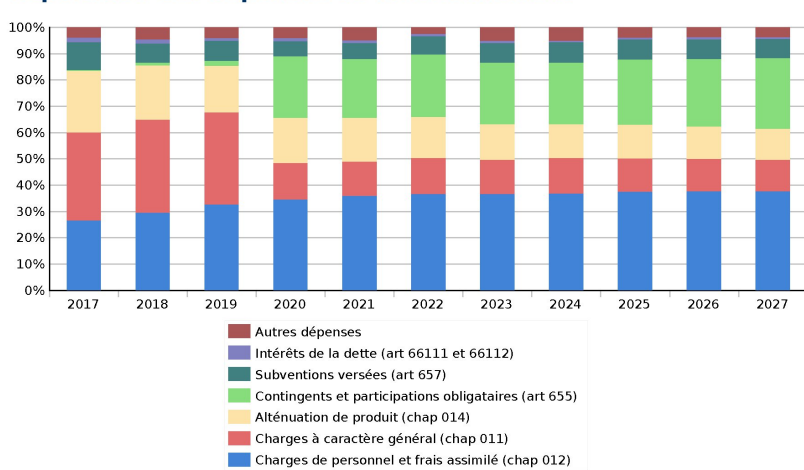
Intérêts de la dette : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
190 605	174 338	117 921	142 438	121 690	113 829	125 854	105 090	117 800	137 566	144 566

Autres dépenses : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et enfin, elles comprennent les charges induites des investissements.

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
439 020	537 173	507 906	517 498	649 617	358 498	820 943	859 767	686 376	673 632	673 632

Répartition des dépenses de fonctionnement





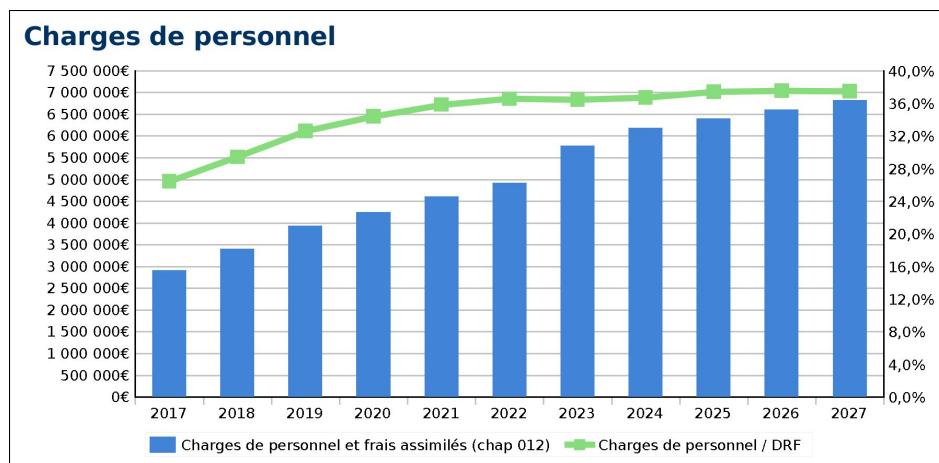
Indicateur d'évolution de la ressource humaine

Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
2 910 577	3 408 232	3 930 657	4 243 962	4 603 512	4 927 730	5 778 033	6 181 550	6 397 904	6 605 836	6 820 526

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
26,42 %	29,43 %	32,59 %	34,4 %	35,84 %	36,55 %	36,46 %	36,71 %	37,43 %	37,53 %	37,5 %





7 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

7.1 - Les recettes d'investissement

FCTVA : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er Janvier 2014 et devient égal à 15,761% pour 2014. Depuis le 1er janvier 2015 loi de finance l'a revalorisé à 16,404%.

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
574 653	428 590	147 474	55 200	153 429	116 393	293 089	315 090	295 386	241 675	750 363

Subventions perçues : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

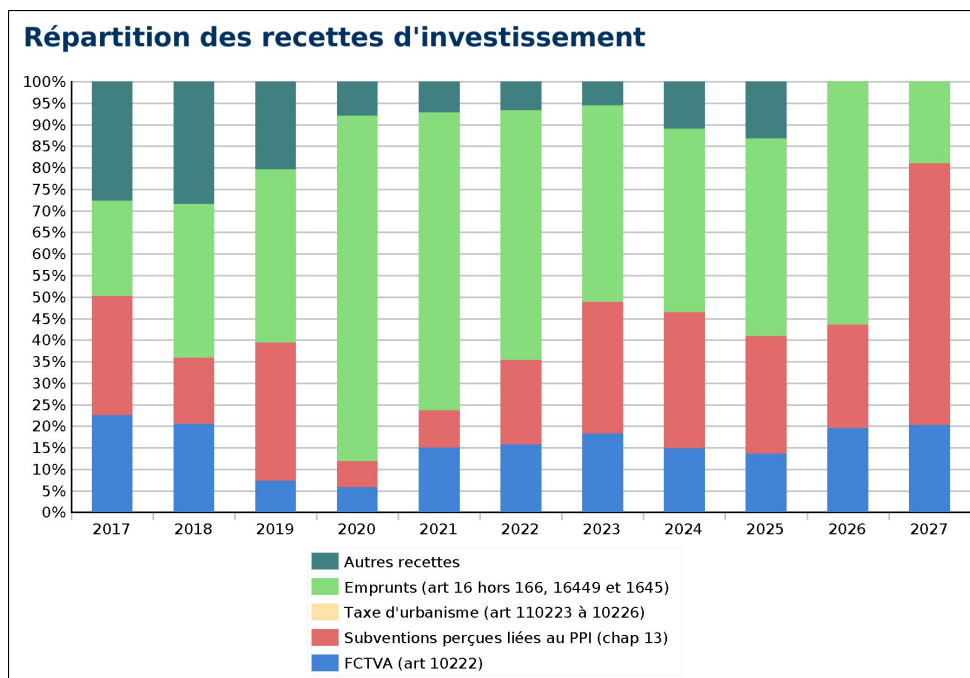
2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
703 297	321 004	638 429	57 390	89 654	144 096	489 928	663 813	593 500	297 457	2 239 761

Emprunts : Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
562 101	744 526	804 163	762 784	710 000	427 550	730 000	900 000	1 000 000	700 000	700 000

Recettes diverses : Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers, les autres subventions et les mouvements inscrits au 16449.

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
703 388	592 124	406 895	75 261	73 125	49 071	88 675	230 554	286 475	0	0

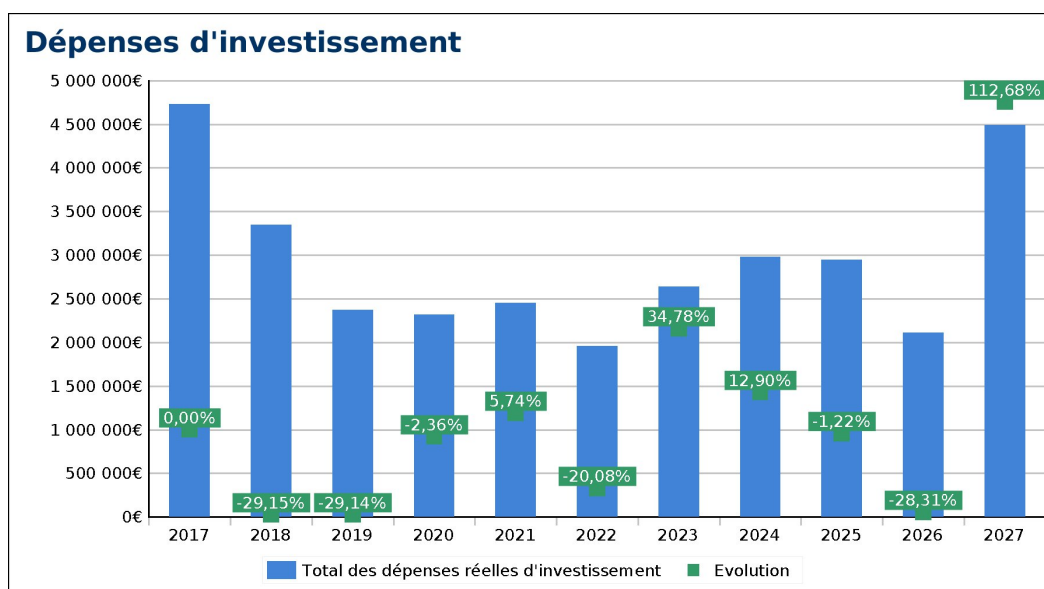




7.2 - Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2017	4 729 655	0	196
2018	3 350 774	-29,15 %	139
2019	2 374 387	-29,14 %	98
2020	2 318 386	-2,36 %	95
2021	2 451 509	5,74 %	100
2022	1 959 163	-20,08 %	80
2023	2 640 513	34,78 %	107
2024	2 981 074	12,9 %	120
2025	2 944 574	-1,22 %	118
2026	2 110 834	-28,31 %	84
2027	4 489 417	112,68 %	179



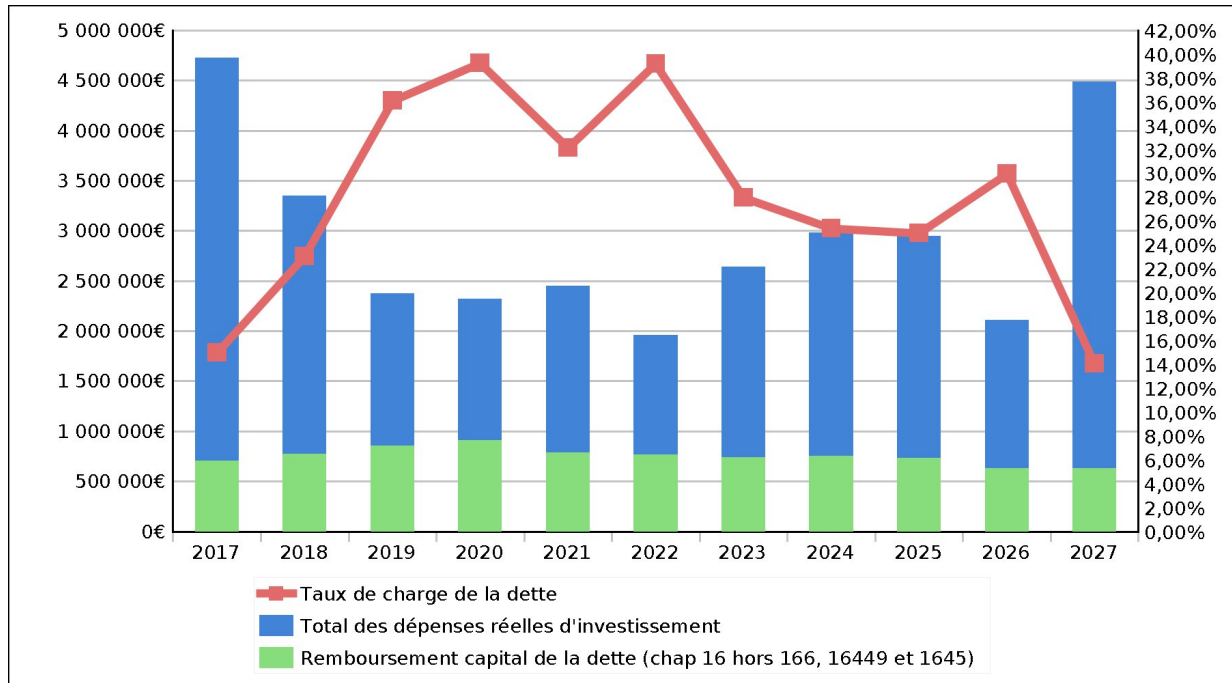
Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

Ci-dessous, les dépenses d'investissement issues de la prospective dont la mise en lumière du remboursement du capital de la dette. Les mouvements inscrits au 16449 sont retirés.

Années	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2017	4 729 655	708 175	14,97 %
2018	3 350 774	771 448	23,02 %
2019	2 374 387	857 007	36,09 %
2020	2 318 386	910 287	39,26 %
2021	2 451 509	787 311	32,12 %
2022	1 959 163	768 050	39,2 %
2023	2 640 513	738 952	27,99 %
2024	2 981 074	756 220	25,37 %
2025	2 944 574	735 816	24,99 %
2026	2 110 834	632 945	29,99 %
2027	4 489 417	631 032	14,06 %



Ci-dessous la représentation graphique du remboursement du capital de la dette (échelle de gauche) et le taux de charge du remboursement de la dette (échelle de droite).





8 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

8.1 - Les dépenses prévues au PPI

Budget principal :

	2024	2025	2026	2027	Total
Total dépenses programme	2 100 939	2 341 330	1 999 828	5 217 600	11 659 697
Total recettes programme	1 001 320	905 042	550 834	3 119 960	5 577 155
Reste à charge	1 099 619	1 436 288	1 448 994	2 097 641	6 082 542
Différence exercice précédent	- 47 436	336 669	12 706	648 646	
Proposition d'emprunt	900 000	1 000 000	700 000	700 000	3 300 000
Capacité d'investissement résiduelle	43 073	- 198 854	- 555 940	- 1 353 215	

Patrimoine-Culture-Tourisme	2024	2025	2026	2027	Total
PAT01 - Diagnostic sanitaire et archéologie préventive		45 000			45 000
Total recettes		6 683			6 683
Solde diagnostic		38 318			38 318
PAT02 - Travaux cryptoportique embarcadère		7 500			7 500
Total recettes		4 114			4 114
Solde Travaux cryptoportique embarcadère		3 386			3 386
PAT03 - Abbaye travaux subaquatique	58 827				58 827
Total recettes	9 650				9 650
Solde Abbaye travaux subaquatiques	49 177				49 177
CULT01 - Qualifier et redéfinir comp culture	21 500	9 000			30 500
TOUR01 - Maison du kiwi				100 000	100 000
Total recettes				44 850	44 850
Solde Maison du kiwi				55 150	55 150
	2024	2025	2026	2027	Total
Total dépenses programme	80 327	61 500	0	100 000	241 827
Total recettes programme	9 650	10 796	0	44 850	65 296
Reste à charge	70 677	50 704	0	55 150	176 531



Petite Enfance-Enfance-Jeunesse	2024	2025	2026	2027	2028	Total
ENF 01 - Construction salle ALSH Peyrehorade (2023 : 199 944€)	188 018					387 962
Total recettes	241 302					337 561
Solde construction salle ALSH Peyrehorade	-53 284	trav. 2023 solde 24				50 401
ENF 02 - Rénovation Maternelle Tilh	561 027	900 000	67 828			1 528 855
Total recettes	386 266	619 650	44 663			1 050 579
Solde Maternelle Tilh	174 761	280 350	23 165			478 276
ENF03- Programmiste Orthevielle Maternelle-ALSH-partie salle restauration	13 289	25 542				38 831
Total recettes	2 180	4 190				6 370
Solde programmiste	11 109	21 352				32 461
ENF 04 - Travaux Orthevielle ALSH + Architecte			334 000	3 622 600	3 622 600	7 579 200
Total recettes			252 465	2 737 717	2 737 717	5 727 899
dont part communale (46% subvention et FCTVA déduits)			75 186	816 869	816 869	1 708 924
Solde Maternelle Orthevielle ALSH salle restauration			81 535	884 883	884 883	1 851 301
MAT04 - Travaux entretiens dans les écoles	54 035	60 000	60 000	60 000	60 000	294 035
Total recettes	8 864	9 842	9 842	9 842	9 842	48 234
Solde travaux d'entretien écoles	45 171	50 158	50 158	50 158	50 158	245 801
PENF - Travaux/ équipements crèches	40 421	15 000	15 000	15 000	15 000	100 421
Total recettes	6 003	2 228	2 228	2 228	2 228	14 913
Solde équipements crèches	34 418	12 773	12 773	12 773	12 773	85 508
	2024	2025	2026	2027	2028	Total
Total dépenses programme	856 790	1 000 542	476 828	3 697 600	3 697 600	9 929 304
Total recettes programme	644 614	635 910	309 198	2 749 787	2 749 787	7 185 555
Reste à cahrge	212 176	364 632	167 630	947 813	947 813	2 743 749



Aménagement du territoire	2024	2025	2026	2027	Total
AMEN01 - Echangeur Caresse-Cassaber	11 800	35 000	175 000	105 000	326 800
AMEN02 - Echangeur A641-RD19		12 800	70 000		82 800
AMEN03 - SCOT	61 932	40 000			101 932
Total recettes	9 197	40 940			50 137
Solde	52 735	-940			51 795
AMEN06 - Révision PLUI	8 700	11 000	15 000	60 000	94 700
Total recettes	1 292	1 634	2 228	8 910	14 063
Solde Révision PLUI	7 408	9 367	12 773	51 090	80 637
AMEN08 - Site patrimoine remarquable (SPR)	21 420	19 000	40 000	40 000	120 420
Total recettes	10 710	12 617	26 562	26 562	76 450
Solde site patrimoine remarquable (SPR)	10 710	6 383	13 438	13 438	43 970
AMEN09-REBEL - AE09-REBEL		5 000	20 000	20 000	45 000
Solde REBEL		5 000	20 000	20 000	45 000
HAB01 - Aides au logement locatif social	18 000	40 000	40 000		98 000
Total recettes	18 000	20 000	20 000		58 000
Solde Aides au logement locatif social	0	20 000	20 000		40 000
HAB02 - OPH RU		90 000	70 000	70 000	230 000
Total recettes		30 000	20 000	20 000	70 000
Solde OPH RU		60 000	50 000	50 000	160 000
HAB03 - Pacte territorial			30 000	30 000	60 000
PCAET01 - Etudes		10 000	10 000		20 000
Total recettes		1 480	1 480		2 960
Solde études PCAET		8 520	8 520		17 040
PCAET03 - Equipements toitures panneaux solaires		85 000	200 000	275 000	560 000
Total recettes		12 970	39 353	45 111	97 434
Solde équipements toitures panneaux solaires		72 030	160 648	229 889	462 567
	2024	2025	2026	2027	Total
Total dépenses programme	121 852	342 800	650 000	580 000	1 694 652
Total recettes programme	39 199	129 640	119 622	100 583	389 043
Reste à charge	82 653	213 160	530 378	479 417	1 305 609



Voirie - Support - piscine	2024	2025	2026	2027	Total
VOIR02 - Programme voirie annuel	673 867	703 000	703 000	740 000	3 559 867
Total recettes	100 069	104 396	104 396	109 890	528 640
Solde programme voirie annuel	573 798	598 605	598 605	630 110	3 031 227
VOIR05 - Route de Mahoumic	100 000				100 000
Total recettes	14 850				14 850
Solde Rte de Mahoumic	85 150				85 150
VOIR06 - Bornes électriques		10 000	10 000	10 000	30 000
Total recettes		1 485	1 485	1 485	4 455
Solde Bornes électriques		8 515	8 515	8 515	25 545
Equipements divers tous services	67 460	60 000	50 000	50 000	277 460
Total recettes	10 018	8 910	7 425	7 425	41 203
Solde équipements	57 442	51 090	42 575	42 575	236 257
Equipements système d'information	15 000	15 000	15 000	15 000	75 000
Total recettes	2 228	2 228	2 228	2 228	11 138
Solde équipements système d'information	12 773	12 773	12 773	12 773	63 863
PISC01 - ilot de fraîcheur	168 143				168 143
Total recettes	27 582				27 582
Solde ilôt fraîcheur	140 561				140 561
PUP- Rond point peyrorade		148 488			148 488
Total recettes	148 488				148 488
Solde PUP					0
véhicules	17 500	65 000	30 000	25 000	162 500
Total recettes	2 599	9 653	4 455	3 713	24 131
Soldes véhicules	14 901	55 348	25 545	21 288	138 369
	2024	2025	2026	2027	Total
Total dépenses programme	1 041 970	1 001 488	808 000	840 000	3 691 458
Total recettes programme	307 857	128 696	122 014	126 767	685 334
Reste à charge	734 113	872 793	685 986	713 233	3 006 124



8.2 - Les financeurs du PPI

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
CAF	0	0	0	0	0	0	46 946	159 890	0	76 000	823 150	1 105 986
DSIL	0	0	0	0	0	10 022	16 515	266 170	333 500	43 061	20 000	689 268
Département	0	0	0	0	0	7 300	11 500	100 984	162 000	35 850	263 408	581 042
Etat	0	0	0	0	0	116 800	127 018	0	98 000	67 360	316 334	725 512
Part communale	0	0	0	0	0	0	232 000	136 769	0	75 186	816 869	1 260 824
Total	0	0	0	0	0	134 122	433 979	663 813	593 500	297 457	2 239 761	4 362 632

8.3 - Le coût net annuel

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Programmes (a)	0	0	0	0	0	1 280 423	1 947 416	2 178 782	2 339 612	2 030 828	5 238 600	15 015 661
Financeurs (b)	0	0	0	0	0	134 122	433 979	663 813	593 500	297 457	2 239 761	4 362 632
Total (a-b)	0	0	0	0	0	1 146 301	1 513 437	1 514 969	1 746 112	1 733 371	2 998 839	10 653 029



9 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

Rappel des investissements prévus au PPI

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Programmes (a)	1 280 423	1 947 416	2 178 782	2 339 612	2 030 828	5 238 600	15 015 661

L'épargne de la collectivité

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Epargne brute	995 022	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 423	1 822 777	1 000 554	1 072 409	899 213	948 631	821 340
Remboursement capital de la dette	708 175	771 448	857 007	910 287	787 311	768 050	738 952	756 220	735 816	632 945	631 032
Epargne nette	286 846	451 098	434 827	726 045	562 112	1 054 726	261 602	316 189	163 397	315 685	190 308

Le financement

Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Epargne nette (a)	286 846	451 098	434 827	726 045	562 112	1 054 726	261 602	316 189	163 397	315 685	190 308
FCTVA (b)	574 653	428 590	147 474	55 200	153 429	116 393	293 089	315 090	295 386	241 675	750 363
Autres recettes (c)	703 388	592 124	406 895	75 261	73 125	49 071	88 675	230 554	286 475	0	0
Produit de cessions (d)	0	0	431	1 000	0	0	0	0	0	0	0
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	1 564 888	1 471 813	989 627	857 506	788 666	1 220 190	643 366	861 833	745 258	557 361	940 671
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	703 297	321 004	638 429	57 390	89 654	144 096	489 928	663 813	593 500	297 457	2 239 761
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	562 101	744 526	804 163	762 784	710 000	427 550	730 000	900 000	1 000 000	700 000	700 000
Financement total h = (e+f+g)	2 830 287	2 537 343	2 432 219	1 677 680	1 588 320	1 791 836	1 863 294	2 425 646	2 338 758	1 554 818	3 880 432

Résultat de l'exercice	-1 191 193	-41 983	914 839	269 581	-75 878	600 723	-38 267	200 791	130 000	76 930	22 046
------------------------	------------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	--------

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra surveiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.



10 - LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Ratio 1	457	479	496	506	526	550	642	680	686	704	725
Ratio 2	231	237	250	255	115	116	146	146	153	161	163
Ratio 3	498	530	549	573	581	624	683	723	723	742	757
Ratio 4	163	85	37	42	57	48	65	87	84	69	203
Ratio 5	269	260	262	258	244	229	228	233	242	244	246
Ratio 6	42	41	42	44	45	45	45	47	45	44	43
Ratio 7	26,42 %	29,43 %	32,59 %	34,4 %	35,84 %	36,55 %	36,46 %	36,71 %	37,43 %	37,53 %	37,5 %
Ratio 9	97,61 %	96,48 %	96,74 %	94,8 %	96,04 %	93,11 %	98,45 %	98,23 %	99,09 %	98,3 %	99 %
Ratio 10	32,76 %	16,1 %	6,81 %	7,33 %	9,73 %	7,61 %	9,52 %	11,99 %	11,62 %	9,25 %	26,85 %
Ratio 11	55,26 %	50,45 %	46,62 %	44,63 %	43,79 %	36,68 %	33,32 %	32,21 %	33,53 %	32,88 %	32,45 %

Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population

Ratio 2= Produit des impositions directes / population

Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population

Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population

Ratio 5= Encours de la dette / population

Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population

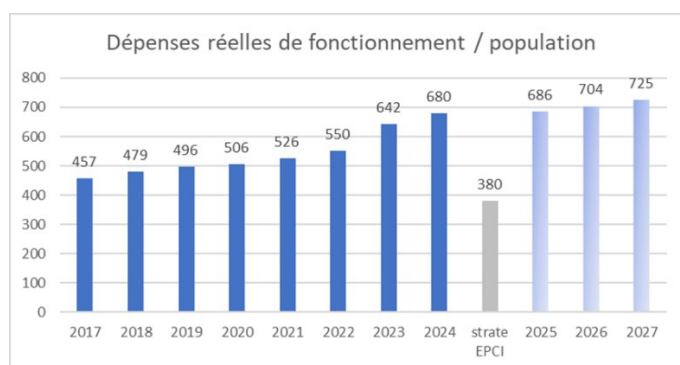
Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Ratio 9= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

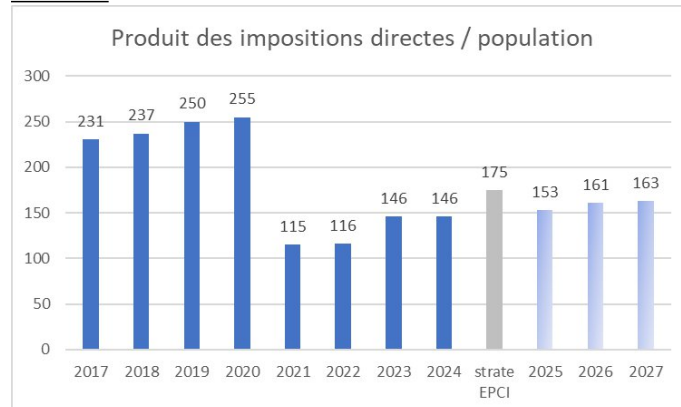
Ratio 10= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 11= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

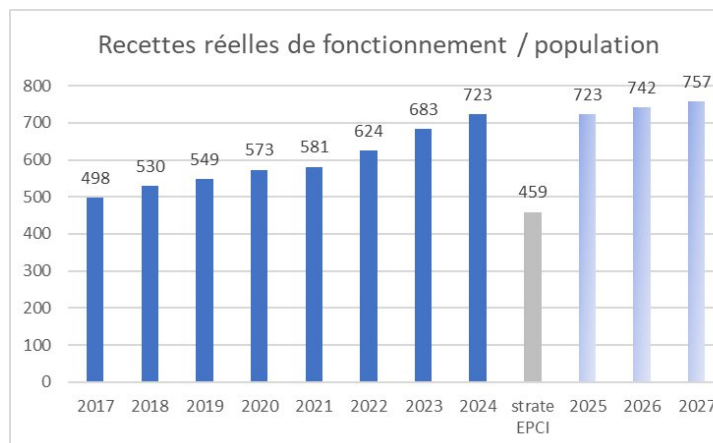
Ratio 1



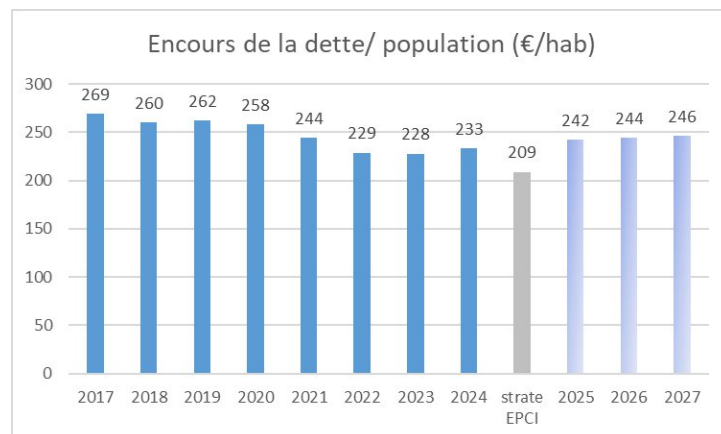
Ratio 2

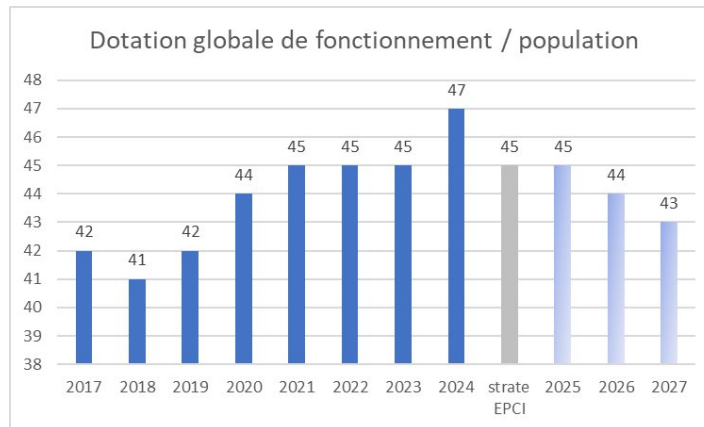
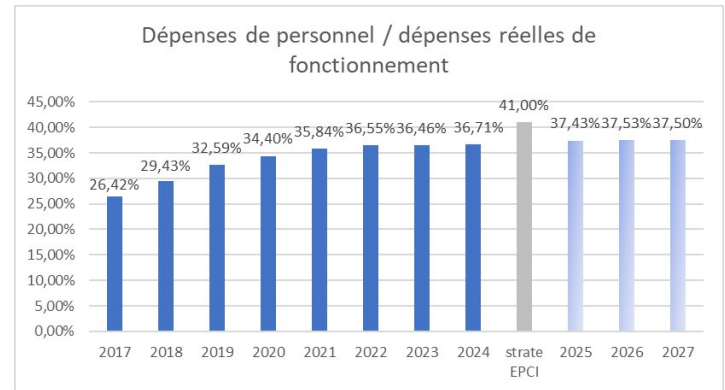
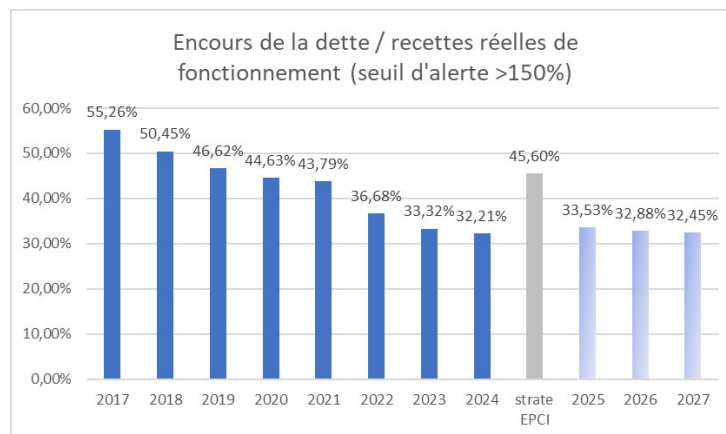


Ratio 3 :



Ratio 5 :



**Ratio 6 :****Ratio 7 :****Ratio 11**



11 - LES BUDGETS ANNEXES

11.1 – Le budget annexe Action économique

Une section de **fonctionnement** estimée à 469 000 €, dont :

Dépenses : Aides à l'installation d'entreprises 40 000 €,

Observatoire économique et fiscal 13 000 € - Com 2000 7 200 € (flocage sur le camion frigorifique banque alimentaire pour 2 ans) – Marque Landes 5 000 € -

Mise à disposition personnel 70 000€ (2024 : 65 000€) agents dév. économique et support (administratif/techniques).

Recettes : Loyers pour 65 000 €

Subvention d'équilibre 320 000 € (2024 : 310 000€)

Investissement :

Recettes : 80 000€ vente de foncier

Le Plan pluriannuel d'investissement :

	2024	2025	2026	2027	Total
Aire de covoiturage	266 144				266 144
Total recettes	150 195				150 195
Solde programme voirie annuel	115 949				115 949
Garage Ortiz	203 186	20 000	300 000	150 000	673 186
Total recettes	0	0	80 000	0	80 000
Solde garage Ortiz	203 186	20 000	220 000	150 000	593 186
Logements foyers RHVS	13 953	200 000	0		213 953
Total recettes	0	0	200 000		200 000
Solde logements foyers	13 953	200 000	-200 000	0	13 953
Mobilité - Espace covoiturage		20 000	205 000	105 000	330 000
Installation maraîcher	6 895	10 000			16 895
Bornage Orthevielle - Tourneur 2		20 000			20 000
Acaht terrain Orthevielle		15 000			15 000
Achat terrain ZAC SL2		84 000			84 000
Achat terrains Bélus	53 728				53 728
Achats terrains Bois		40 000			40 000
AE01 - Expropriation	53 195				53 195
ZAE Cagnotte		20 000			20 000
ZAE Labatut	3 575	10 000	0	188 510	202 085
ZAE Mimbaste		295 000	0		295 000
ZAE Tilh		165 000			165 000
Voie verte - ancienne voie tramway	20 320	17 400	1 000 000	1 000 000	2 037 720
Libellé	2024	2025	2026	2027	Total
Total dépenses programme	620 996	916 400	1 505 000	1 443 510	4 485 906
Total recettes programme	150 195	0	280 000	0	430 195
Reste à charge	470 801	916 400	1 225 000	1 443 510	4 055 711



11.2 – Le budget annexe Gémapi

Une section de **fonctionnement** estimée à 832 000 €, dont :

- Dépenses : Participations aux syndicats et contributions : 379 000 €,

Mise à disposition personnel 40 000 € (directions Aménagement +support (administratif)

- Recettes : Taxe Gémapi reconduction du montant à 326 927€

Subvention d'équilibre 59 525 € - Report du résultat de fonctionnement 380 870 €

Investissement -> pas d'investissement prévus, la section est alimentée par des opérations d'ordre liées aux amortissements.

11.3 - Le budget annexe Multiple rural

Une section de **fonctionnement** estimée à 25 800 €, dont :

- Dépenses : Dotations aux amortissements : 12 300 €, Charges liées à l'entretien 8 300 €

- Recettes : Subvention d'équilibre à 7 000 € (26 500 € en 2024)

Bail le Carcoilh 3 000 €

Investissement -> pas d'investissement prévus, opérations d'ordre

11.4 - Le budget annexe Office de tourisme

Une section de **fonctionnement** estimée à 280 000 €

- Dépenses :

Mise à disposition personnel 140 000 € (tourisme +support (finances / RH / techniques) en hausse dans le cadre de l'audit qualité prise en compte des services support,

Prestations de services, montant identique: 43 000 € (13 000 € créa éditions, 7 000€ web, 5000€ OSM + ouverture d'un terra aventura)

Achat boutique et petits travaux d'aménagements 8 000€ (+2 000€)

- Recettes : Vente de produits,

Subvention d'équilibre 225 000 € (+24 000€) dont :

Taxe séjour 2024 : 54 000€, montant net après déduction CD40/GPSO (TS 2023 : 30 000€)

Report du résultat de fonctionnement 42 800 €

Une section **d'investissement** estimée à 65 000 € (2024 : 45 000€ au BP)

- Dépenses : Signalétique + accompagnement MONA 58 000€

- Recettes : Amortissements, virement de la section fonctionnement vers investissement (+30 000€)



12 – RESSOURCES HUMAINES

12.1 – Structure des effectifs

Equivalents temps plein (ETP) moyen annuel tous statuts confondus (CDD occasionnels et saisonniers compris)

2019 : 97,79 ETP pour 191 agents

2020 : 107,76 ETP pour 187 agents

2021 : 135,19 ETP pour 236 agents

2022 : 142,70 ETP pour 270 agents

2023 : 150,74 ETP pour 269 agents

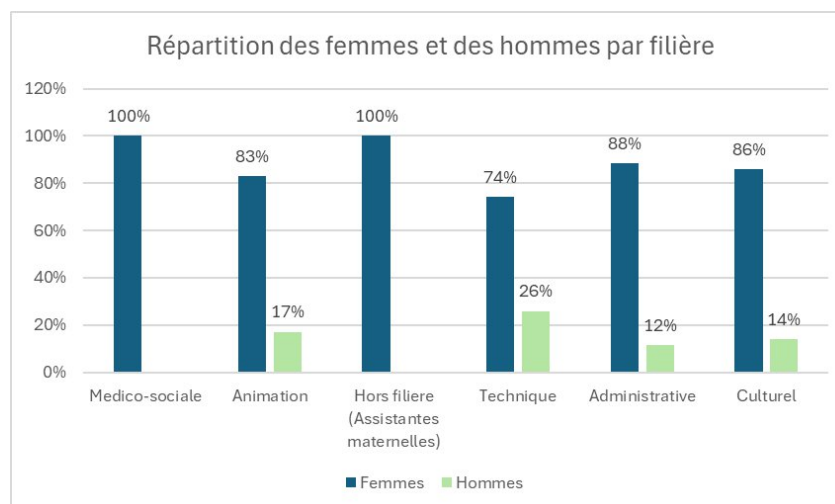
2024 : 168,31 ETP pour 301 agents

	CDD occasionnel	CDD permanent	Contrat de projet	CDI	Apprentissage	Titulaire	Total général
2019	97	10		13		71	191
2020	78	19	1	10	1	78	187
2021	96	38	1	9	2	90	236
2022	108	57	1	9	3	92	270
2023	108	60	1	7	2	91	269
2024	149	31	1	8	1	111	301

Emplois permanents par catégorie

	CDI et CDD Permanent (dont contrat de projet)				Titulaire			
	A	B	C	Total	A	B	C	Total
2019	3	3	17	23	9	7	55	71
2020	2	3	25	30	10	6	57	73
2021	3	3	24	30	12	8	69	89
2022	3	7	27	37	12	15	56	83
2023	4	8	56	68	14	15	62	91
2024	4	7	29	40	17	18	76	111

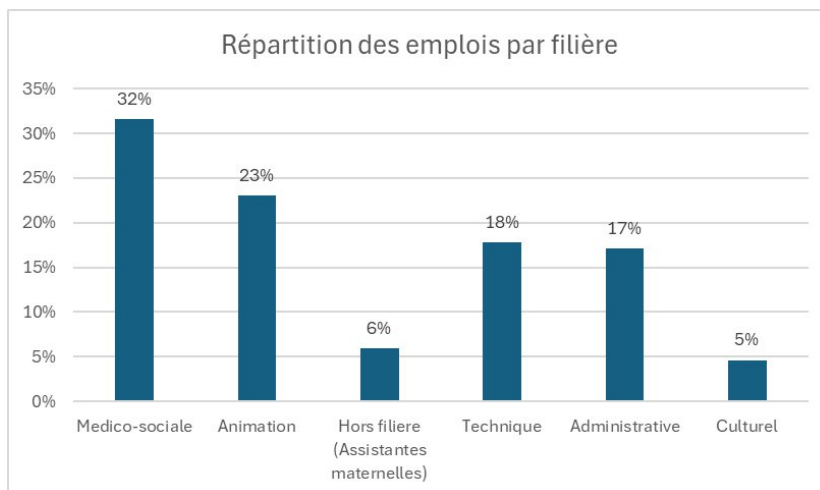
Répartition Femmes/Hommes par filière emplois permanents 2024



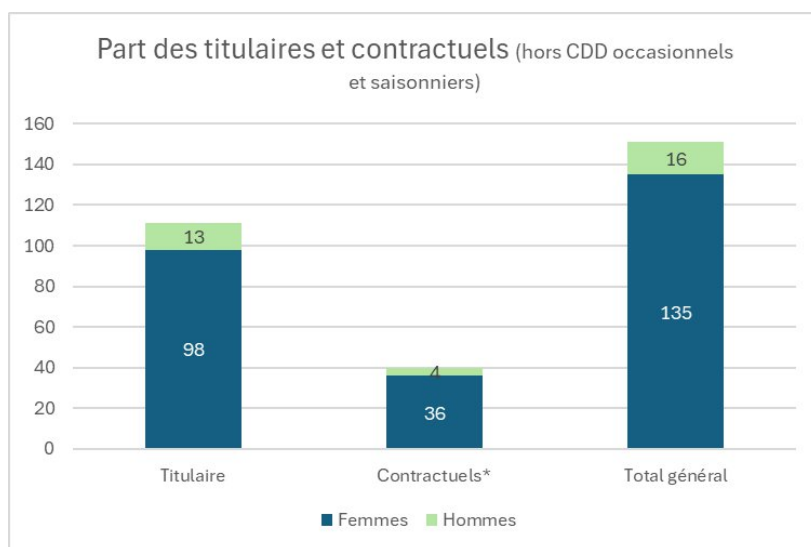
NB : Hors filière : sur les précédents rapports des orientations budgétaires, les assistantes maternelles étaient intégrées à la filière médico-sociale avec les agents de catégorie C. Ces agents ayant un statut particulier (ce ne sont pas des contrats de droit public), ils apparaissent sur une catégorie dédiée.



Répartition par filière emplois permanents 2024



Part des titulaires et des contractuels



12.2 – Dépenses de personnel – éléments de rémunération

Rémunération moyenne brute mensuelle rétablie en ETP des agents en contrats permanents et titulaires par catégorie en 2024

2024	Nb agents rémunérés	Traitement indiciaire brut moyen	Moyenne de NBI montant	Moyenne de IFSE	Moyenne de Suppl. Familial	Somme de Avantages nature
A	21	2 320 €	111 €	630 €	61 €	0 €
B	25	1 763 €	123 €	335 €	69 €	0 €
C	106	1 337 €	65 €	165 €	34 €	0 €

Les agents bénéficiant de NBI, au nombre de 12, sont le Directeur général des services, la responsable du pôle Administration Générale et la responsable du service RH au titre de la responsabilité d'un service nécessitant une technicité particulière, les agents guide au patrimoine et à l'office de tourisme pour la pratique d'une langue étrangère dans le cadre de leurs missions, les directrices de crèche, l'agent d'accueil de France services.

Comparatif avec 2023 :

2023	Nb agents rémunérés	Traitement Indiciaire Brut moyen	NBI mensuelle moyenne (11% des agents)	Régime indemnitaire	Supplément Familial (60% des agents)
A	14	2 635 €	102 €	589 €	64 €
B	15	2 065 €	122 €	438 €	82 €
C	62	1 895 €	65 €	211 €	40 €

**Avantage en nature en € versés :**

Aucun avantage en nature n'a été versé.

Heures supplémentaires :

En 2022, aucune heure supplémentaire n'a été réglée.

Forfait mobilité durable :

Ce forfait est versé au personnel venant au travail à pied, en train ou en vélo ou en covoiturage.

La somme versée est comprise entre 100 – 200 ou 300 € selon le nombre de jours concernés par les mobilités douces ou en covoiturage.

	nombre d'agents concernés	montants total	montants moyens versés
2023	14	3100	221
2024	20	3785	189

Durée effective du temps de travail :

La durée légale du temps de travail de 1607h est appliquée dans l'ensemble des services de la Communauté de Communes du Pays d'Orthe et Arrigans. En outre, le règlement intérieur du personnel a été approuvé en comité technique et en conseil communautaire en 2019. Ce dernier confirme et réaffirme la nécessité de réaliser 1607h de travail effectif pour un temps complet.



13 – ETAT DE LA DETTE

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
6 313 898.47 €	2,26 %	10 ans et 5 mois	5 ans et 6 mois	41

Dette par type de risque

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	6 313 898.47 €	100,00 %	2,26 %
Variable	0.00 €	0,00 %	0,00 %
Ensemble des risques	6 313 898.47 €	100,00 %	2,26 %

Dette par année sans nouvel emprunt

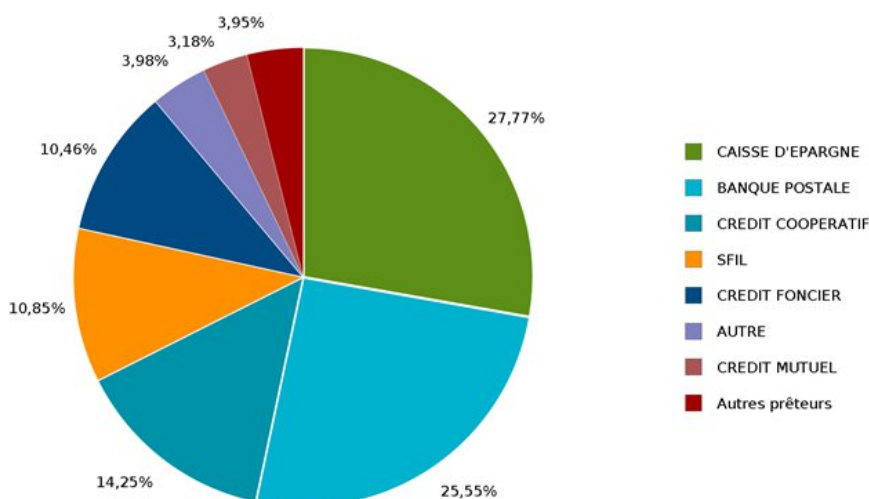
	2025	2026	2027	2028	2029	2034
Encours moyen	5 934 067 €	5 220 768 €	4 586 839 €	4 010 078 €	3 477 913 €	1 063 626 €
Capital payé sur la période	789 419 €	649 265 €	607 437 €	552 197 €	532 251 €	373 813 €
Intérêts payés sur la période	130 595 €	119 377 €	105 381 €	91 528 €	80 225 €	32 146 €
Taux moyen sur la période	2,19 %	2,18 %	2,18 %	2,18 %	2,21 %	2,79 %

Dette par prêteur

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD
CAISSE D'EPARGNE	1 753 334.71 €	27,77 %
BANQUE POSTALE	1 613 313.52 €	25,55 %
CREDIT COOPERATIF	900 000.00 €	14,25 %
SFIL CAFFIL*	684 986.39 €	10,85 %
CREDIT FONCIER DE FRANCE	660 658.17 €	10,46 %
AUTRE	251 305.94 €	3,98 %
CREDIT MUTUEL	200 741.07 €	3,18 %
Autres prêteurs	249 558.67 €	3,95 %
Ensemble des prêteurs	6 313 898.47 €	100,00 %

*Sfil-CAFFIL= LA

BANQUE POSTALE





Etat de la dette au 1er janvier 2025

Référence	Prêteur	Année de réalisation	Montant initial	Capital restant dû	Durée résiduelle	Taux	Prochaine échéance	Montant prochaine échéance	Risque de taux
20000388	Caisse d'épargne	2000	1 372 041,16 €	99 184,84 €	0,87 an	Taux fixe à 5.64 %	15/02/2025	25 676,59 €	Fixe
00073918255	CREDIT AGRICOLE	2010	150 000,00 €	12 279,37 €	0,04 an	Taux fixe à 3.47 %	15/01/2025	12 705,46 €	Fixe
00074604131	CREDIT AGRICOLE	2010	200 000,00 €	16 118,92 €	0,18 an	Taux fixe à 3.15 %	05/03/2025	16 626,67 €	Fixe
A33110FC-EC	Caisse d'épargne	2011	150 000,00 €	38 509,98 €	2,42 ans	Taux fixe à 4.56 %	01/06/2025	14 024,74 €	Fixe
A33110FC-V	Caisse d'épargne	2011	200 000,00 €	51 346,62 €	2,42 ans	Taux fixe à 4.56 %	01/06/2025	18 699,66 €	Fixe
9010776	Caisse d'épargne	2012	150 000,00 €	39 219,98 €	2,26 ans	Taux fixe à 4.93 %	05/04/2025	14 383,05 €	Fixe
9029741	Caisse d'épargne	2012	307 000,00 €	208 499,55 €	12,39 ans	Taux fixe à 5.48 %	21/05/2025	22 842,00 €	Fixe
MON516593EUR-	BANQUE POSTALE	2013	100 000,00 €	21 666,51 €	3,17 ans	Taux fixe à 3.8 %	01/03/2025	1 872,50 €	Fixe
MON516593EUR-	BANQUE POSTALE	2013	100 000,00 €	21 666,98 €	3,17 ans	Taux fixe à 3.8 %	01/03/2025	1 872,50 €	Fixe
MON516593EUR-	BANQUE POSTALE	2013	150 000,00 €	32 500,00 €	3,17 ans	Taux fixe à 3.8 %	01/03/2025	2 808,75 €	Fixe
9274493-EC	Caisse d'épargne	2013	150 000,00 €	47 241,53 €	3,07 ans	Taux fixe à 3.83 %	28/01/2025	12 962,47 €	Fixe
9274493-V	Caisse d'épargne	2013	100 000,00 €	31 494,35 €	3,07 ans	Taux fixe à 3.83 %	28/01/2025	8 641,65 €	Fixe
9479995-EC	Caisse d'épargne	2014	100 000,00 €	37 472,32 €	4,97 ans	Taux fixe à 2.47 %	22/12/2025	8 058,83 €	Fixe
9479995-V	Caisse d'épargne	2014	100 000,00 €	37 472,33 €	4,97 ans	Taux fixe à 2.47 %	22/12/2025	8 058,83 €	Fixe
5066526	CDC	2015	200 000,00 €	119 671,02 €	10,50 ans	Taux fixe à 2 %	01/07/2025	11 266,91 €	Fixe
9577575	Caisse d'épargne	2015	340 000,00 €	36 605,70 €	0,79 an	Taux fixe à 1.67 %	15/01/2025	9 247,19 €	Fixe
00302 200251 00	CREDIT MUTUEL	2016	100 000,00 €	50 185,39 €	6,42 ans	Taux fixe à 1.9 %	31/05/2025	7 724,43 €	Fixe
00302 200251 00	CREDIT MUTUEL	2016	150 000,00 €	75 277,84 €	6,42 ans	Taux fixe à 1.9 %	31/05/2025	11 586,67 €	Fixe
00302 200251 00	CREDIT MUTUEL	2016	150 000,00 €	75 277,84 €	6,42 ans	Taux fixe à 1.9 %	31/05/2025	11 586,67 €	Fixe
10000473512	CREDIT AGRICOLE	2016	200 000,00 €	42 141,36 €	1,39 ans	Taux fixe à 1.33 %	20/05/2025	21 491,99 €	Fixe
SYDEC-NUM16006	AUTRE	2016	150 000,00 €	95 158,95 €	11,63 ans	Taux fixe à 1.46 %	18/08/2025	8 702,45 €	Fixe
736693A-AG	Crédit Foncier	2016	950 000,00 €	597 738,29 €	11,84 ans	Taux fixe à 1.23 %	03/02/2025	13 413,61 €	Fixe
736693A-V	Crédit Foncier	2016	100 000,00 €	62 919,88 €	11,84 ans	Taux fixe à 1.23 %	03/02/2025	1 411,96 €	Fixe
5502811	Caisse d'épargne	2017	250 000,00 €	139 937,54 €	7,99 ans	Taux fixe à 1.43 %	28/12/2025	18 636,45 €	Fixe
5502816	Caisse d'épargne	2017	200 000,00 €	111 950,03 €	7,99 ans	Taux fixe à 1.43 %	28/12/2025	14 909,16 €	Fixe
MON521872EUR-	BANQUE POSTALE	2018	400 000,00 €	243 025,54 €	8,67 ans	Taux fixe à 1.34 %	01/03/2025	7 370,22 €	Fixe
MON521872EUR-	BANQUE POSTALE	2018	193 000,00 €	117 259,88 €	8,67 ans	Taux fixe à 1.34 %	01/03/2025	3 556,13 €	Fixe
Emprunt Habas	AUTRE	2019	74 416,39 €	34 131,54 €	4,00 ans	Taux fixe à 4.96 %	01/01/2026	9 615,76 €	Fixe
MON527634EUR-	BANQUE POSTALE	2019	282 012,00 €	187 886,73 €	9,58 ans	Taux fixe à 0.96 %	01/02/2025	5 052,36 €	Fixe
MON527634EUR-	BANQUE POSTALE	2019	427 988,00 €	285 141,17 €	9,58 ans	Taux fixe à 0.96 %	01/02/2025	7 667,58 €	Fixe
CAF-207715.54	CAF	2019	207 718,54 €	59 348,00 €	1,75 ans	Taux fixe à 0 %	30/09/2025	29 674,00 €	Fixe
MON529912EUR	BANQUE POSTALE	2019	222 000,00 €	148 000,00 €	10,00 ans	Taux fixe à 0.8 %	01/07/2025	7 992,00 €	Fixe
Emprunt Pouillon	AUTRE	2020	180 941,59 €	122 015,45 €	11,00 ans	Taux fixe à 1.71 %	01/01/2026	12 456,25 €	Fixe
5934610-IE	Caisse d'épargne	2020	281 998,00 €	197 398,54 €	10,42 ans	Taux fixe à 0.89 %	03/03/2025	5 139,18 €	Fixe
5934610-PI	Caisse d'épargne	2020	50 008,00 €	35 005,54 €	10,42 ans	Taux fixe à 0.89 %	03/03/2025	911,36 €	Fixe
5934610-V	Caisse d'épargne	2020	427 994,00 €	299 595,86 €	10,42 ans	Taux fixe à 0.89 %	03/03/2025	7 799,83 €	Fixe
MON538236EUR-	BANQUE POSTALE	2021	282 000,00 €	220 900,00 €	11,75 ans	Taux fixe à 0.73 %	01/04/2025	5 103,14 €	Fixe
MON538236EUR-	BANQUE POSTALE	2021	428 000,00 €	335 266,71 €	11,75 ans	Taux fixe à 0.73 %	01/04/2025	7 745,19 €	Fixe
355115G	Caisse d'épargne	2022	428 000,00 €	342 400,00 €	7,76 ans	Taux fixe à 2.62 %	05/01/2025	12 942,72 €	Fixe
MON546494EUR	SFIL	2023	730 000,00 €	684 986,39 €	13,75 ans	Taux fixe à 4.17 %	01/04/2025	16 427,21 €	Fixe
185528C	CREDIT COOPERATIF	2024	900 000,00 €	900 000,00 €	15,01 ans	Taux fixe à 3.2 %	05/04/2025	22 200,00 €	Fixe
				6 313 898,47 €					